



# Le document complémentaire

Schéma d'aménagement et de développement révisé

# Table des matières

<b>I.</b>	<b>Les dispositions déclaratoires et interprétatives .....</b>	<b>2</b>
	La terminologie.....	2
<b>II.</b>	<b>La concordance au plan et aux règlements d'urbanisme .....</b>	<b>12</b>
	La gestion de l'urbanisation .....	12
	La gestion des services structurants.....	16
	Les normes de construction .....	17
	Les normes de lotissement.....	18
	La protection des milieux humides.....	20
	La protection des rives, du littoral et des zones inondables .....	21
	La protection des sources d'eau potable.....	24
	Les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain .....	29
	Les zones ou secteurs à contraintes de décrochement des parois rocheuses .....	38
	Les contraintes anthropiques.....	40
	Les dispositions relatives à la zone agricole permanente .....	45
<b>III.</b>	<b>La stratégie de participation citoyenne .....</b>	<b>50</b>
	Les objectifs de la stratégie .....	50
	La structure de la stratégie .....	51
	Les activités de participation publique.....	52
<b>IV.</b>	<b>Annexes.....</b>	<b>53</b>
	Annexe 1 – Identification des zones inondables.....	53
	Annexe 2 - Partie de la rivière du Moulin soumise à des mesures particulières de protection .....	60
	Annexe 3 – Aires d'alimentation et de protection des puits municipaux.....	62
	Annexe 4 – Les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain .....	67
	Annexe 5 – Zones ou secteurs à contraintes de décrochement des parois rocheuses .....	92
	Annexe 6 – Paramètres de distances séparatrices (activités agricoles).....	97
	Annexe 7 – Zones affectées par le bruit sur le réseau routier supérieur .....	108



## Les dispositions déclaratoires et interprétatives

---

Le document complémentaire fait partie intégrante du schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Saguenay.

Le document complémentaire regroupe les règles et les obligations auxquelles devra se conformer la Ville de Saguenay lors de l'élaboration de son plan et de ses règlements d'urbanisme. Ce document vise à préciser certains moyens de réalisation quant aux volontés d'aménagement exprimées dans le schéma. Le document complémentaire contient des règles et des critères obligeant la Ville de Saguenay à prévoir, dans ses règlements d'urbanisme, des dispositions au moins aussi contraignantes que les dispositions contenues dans le document complémentaire.

### La terminologie

Exception faite des définitions ci-dessous, tous les mots utilisés dans le cadre du présent chapitre doivent être interprétés selon leur sens courant.

#### **ABATTAGE D'ARBRES**

Tout prélèvement d'arbres ou d'arbustes fait selon différents types de coupe et ayant pour effet de déboiser en partie ou en totalité une superficie donnée.

#### **ABRI SOMMAIRE**

Bâtiment ayant un caractère rudimentaire et temporaire devant servir d'abri en milieu boisé.

#### **ACTIVITÉ AGRICOLE**

La pratique de l'agriculture, incluant le fait de laisser le sol en jachère, l'entreposage et l'utilisation à la ferme de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricole, à des fins agricoles. Lorsqu'elles sont effectuées par un producteur sur le territoire de la ferme, à l'égard des produits agricoles qui proviennent de son exploitation ou, accessoirement, de celles d'autres producteurs, les activités d'entreposage, de conditionnement, de transformation et de vente des produits agricoles sont assimilées à des activités agricoles.

#### **AGRANDISSEMENT**

Opération visant à augmenter le volume habitable d'une construction existante, la superficie au sol d'une construction ou l'aire de plancher de cette dernière. Par extension, le mot « agrandissement » signifie aussi le résultat de cette opération.

#### **AGRICULTURE**

La culture du sol et des végétaux, le fait de laisser le sol sous couverture végétale ou de l'utiliser à des fins sylvicoles, l'élevage des animaux et, à ces fins, la confection, la construction ou l'utilisation de travaux, ouvrages ou bâtiments, à l'exception des immeubles servant à des fins d'habitation.

#### **ANIMAL DOMESTIQUE**

Animal qui peut cohabiter à l'intérieur d'une habitation avec les résidents des lieux et qui est vendu dans une animalerie. À titre indicatif et non limitativement, on entend par animal domestique : chien, chat, oiseau, poisson, serpent, etc. Sont spécifiquement exclus de cette définition les animaux de ferme, comme le cheval, le porc, la poule, la chèvre, la vache ou le mouton.

### **ARGILE MARINE**

Sédiment fin déposé en milieu marin il y a une dizaine de milliers d'années à la suite de la fonte des glaciers. De façon générale, l'argile marine peut être composée majoritairement de particules, dont la granulométrie est inférieure à 2 microns, que l'on appelle « argile », mais également d'une proportion variable de « silt » dont la granulométrie est comprise entre 80 et 2 microns.

### **ARGILE SENSIBLE AU REMANIEMENT**

Argile marine ayant comme caractéristique particulière de passer d'une consistance relativement ferme à l'état intact à celle d'une masse quasi liquide à l'état remanié, sans apport d'eau de l'extérieur. Le remaniement de l'argile sensible se produit généralement à la suite d'un glissement de terrain, alors que le sol se déstructure dans sa chute vers le bas de la pente.

### **BANDE DE PROTECTION**

Parcelle de terrain au sommet ou à la base d'un talus, identifiée sur les cartes de zones de contraintes relatives aux glissements de terrain, à l'intérieur de laquelle des normes doivent être appliquées.

### **BÂTIMENT AGRICOLE**

Bâtiment servant à la pratique de la culture du sol et des végétaux ainsi qu'à l'élevage des animaux. À ces fins, il sert à l'entreposage, à la ferme, de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricoles, et à élever des animaux.

### **BÂTIMENT PRINCIPAL**

Bâtiment servant à l'usage principal ou aux usages principaux sur le terrain sur lequel il est érigé et comprend les annexes attachées suivantes : solarium, abri d'auto, garage, verrière.

### **CHEMIN D'ACCÈS PRIVÉ**

Route ou rue privée qui mène à un bâtiment principal.

### **CLINOMÈTRE**

Instrument de poche, utilisé sur le terrain, permettant d'évaluer l'inclinaison et la hauteur d'un talus.

### **COEFFICIENT DE SÉCURITÉ**

Coefficient calculé selon les règles de l'art en géotechnique dans le but d'évaluer la stabilité d'un talus.

### **CONCENTRATION D'EAU**

Action de réunir et de concentrer les eaux de pluie, de ruissellement ou de rejet industriel par des ouvrages appropriés et de les diriger vers un même point.

### **CONSTRUCTION**

Bâtiment, ouvrage ou autre ensemble ordonné résultant de l'assemblage de matériaux. Désigne aussi tout ce qui est érigé, édifié ou construit et dont l'utilisation exige un emplacement sur le sol ou qui est joint à quelque chose exigeant un emplacement sur le sol.

### **COUPE D'ASSAINISSEMENT**

Prélèvement inférieur à 50 % du couvert forestier des arbres endommagés, dégradés (morts ou affaiblis par la maladie ou les insectes), mal formés ou vulnérables en vue d'assainir le boisé, et ce, en prenant les précautions nécessaires pour éviter l'érosion par l'eau.

## **COUPE DE CONTRÔLE DE LA VÉGÉTATION**

Dégagement manuel de moins de 50 % de la végétation arbustive et herbacée permettant, entre autres, de limiter la concurrence exercée sur des essences recherchées ou encore de créer une percée visuelle.

## **COURS D'EAU**

Toute masse d'eau qui s'écoule dans un lit avec débit régulier ou intermittent, y compris un lit créé ou modifié par une intervention humaine, à l'exception d'un fossé tel que défini dans la présente section.

Par ailleurs, en milieu forestier du domaine de l'État, un cours d'eau tel que défini par le Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État (RLRQ, A-18.1, r. 0.01).

## **DANGER**

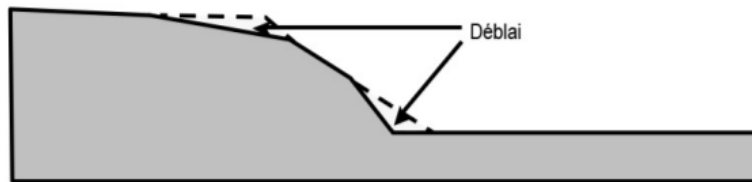
Phénomène naturel qui peut causer des dommages aux personnes et aux biens. Le danger existe indépendamment de la présence humaine.

## **DÉBLAI**

Action d'enlever des terres ou les terres enlevées par cette opération. Pour les besoins du présent règlement, sont considérés comme déblais les travaux d'enlèvement des terres :

- Dont le but est d'adoucir, en tout ou en partie, un talus au sommet;
- Dont le but est de niveler le terrain à la base d'un talus.

Dans le présent règlement, le déblai se différencie de l'excavation par l'obtention d'une forme qui se termine en biseau par rapport aux surfaces adjacentes.

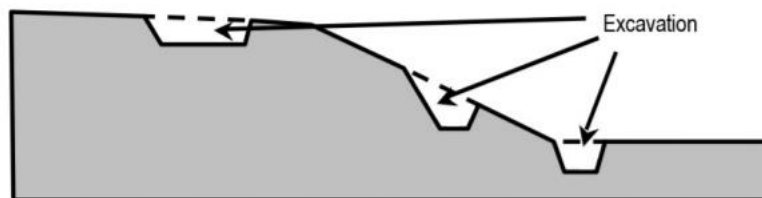


## **DÉPÔTS MEUBLES**

Matériaux minéraux non consolidés et d'épaisseur variable, qui reposent sur le substratum rocheux. Il peut s'agir d'argile, de sable, de gravier, de cailloux, etc.

## **EXCAVATION**

Action de creuser une cavité dans un terrain ou résultat de cette action. Dans le présent règlement, l'excavation se différencie du déblai par l'obtention d'une forme en creux.



## **EXPERTISE GÉOTECHNIQUE**

Étude géotechnique ou avis technique réalisé par un ingénieur en géotechnique dans le but d'évaluer la stabilité d'un talus et l'influence de l'intervention projetée sur celle-ci. L'étude ou l'avis vise à statuer sur les conséquences potentielles que provoquerait une rupture de talus. Au besoin, l'expertise doit déterminer les travaux à effectuer pour assurer la sécurité des personnes et des éléments exposés aux dangers.

## **FONDATEMENTS**

Ouvrages en contact avec le sol, destinés à répartir les charges et à assurer, à la base, la stabilité d'une construction (exemples : fondations sur semelle, sur pieux, sur pilotis, sur radier ou sur dalle de béton).

## **FOSSÉ**

Un fossé est une petite dépression en long creusée dans le sol, servant à l'écoulement des eaux de surface des terrains avoisinants, soit les fossés de chemin ou les fossés de ligne qui n'égouttent que les terrains adjacents, ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain. Il n'existe qu'en raison d'une intervention humaine. La superficie du bassin versant du fossé de drainage doit être inférieure à 100 ha.

## **GESTION LIQUIDE**

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

## **GESTION SOLIDE**

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieure à 85 % à la sortie du bâtiment.

## **GLISSEMENT DE TERRAIN**

Mouvement d'une masse de sol, le long d'une surface de rupture, qui s'amorce dans un talus sous l'effet de la gravité. (La surface de rupture est celle le long de laquelle glisse la masse de sol.)

## **IMMUNISATION**

L'immunisation d'une construction, d'un ouvrage ou d'un aménagement consiste à l'application de différentes mesures, énoncées à la sous-section « Mesures d'immunisation applicables aux constructions, ouvrages et travaux réalisés dans une zone inondable », visant à apporter la protection nécessaire pour éviter les dommages qui pourraient être causés par une inondation.

## **INCLINAISON**

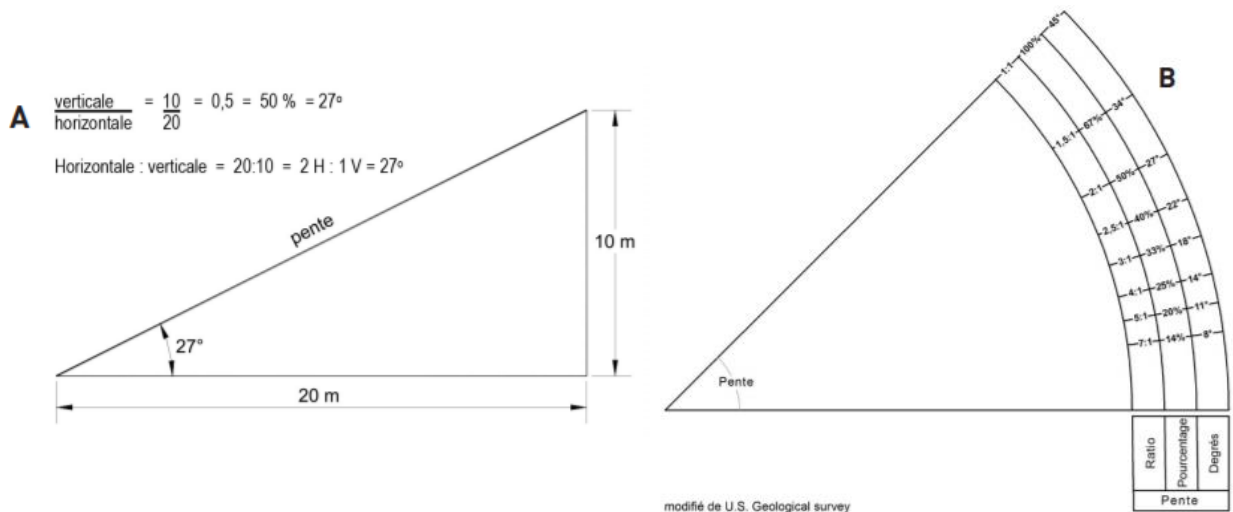
Obliquité d'une surface par rapport à l'horizontale. La mesure de l'inclinaison peut s'exprimer de différentes façons. La valeur en degré est donnée par rapport à la mesure de l'angle (dans l'exemple de la figure A, cette valeur est de 27 degrés) et varie de 0 pour une surface parfaitement horizontale, à 90 pour une surface parfaitement verticale.

La valeur en pourcentage est obtenue en faisant le rapport entre la distance verticale (aussi appelée hauteur) et la distance horizontale (dans l'exemple de la figure A, 50 % signifie que la distance verticale représente 50 % de la distance horizontale).

Le rapport géométrique représente les proportions entre la hauteur et la distance horizontale. On utilise généralement les lettres majuscules H et V pour préciser les valeurs représentant respectivement l'horizontale et la verticale (dans l'exemple de la figure A, « 2H : 1V » signifie que la distance horizontale est deux fois supérieure à la hauteur qui représente la distance verticale).

La figure B illustre la correspondance entre ces trois systèmes de mesure.

Il est important de retenir que la distance horizontale, entre la base et le sommet du talus, doit toujours être mesurée selon l'horizontale et non pas en mesurant la longueur du talus en suivant la pente.



## INGÉNIEUR EN GÉOTECHNIQUE

Ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, possédant une formation en génie civil, en génie géologique ou en génie minier et ayant un profil de compétences en géotechnique, tel que défini par l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) et qui est à l'emploi d'une firme spécialisée en géotechnique.

## INSTALLATION D'ÉLEVAGE

Un bâtiment où des animaux sont élevés, ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux, y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

## INSTALLATION D'ENTREPOSAGE

Construction ou ouvrage servant à l'entreposage des déjections animales (fosse à fumier liquide, plate-forme à fumier solide, amas ou champs de fumier solide).

## LIGNE DES HAUTES EAUX

La ligne des hautes eaux est la ligne qui, aux fins de l'application de la section traitant de la protection des rives, du littoral et des zones inondables, sert à délimiter le littoral et la rive.

Cette ligne des hautes eaux se situe à la ligne naturelle des hautes eaux, c'est-à-dire :

- à l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres, ou s'il n'y a pas de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau. Les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophytes incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau.
- dans le cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau situé en amont;
- dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, à compter du haut de l'ouvrage.

À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut être localisée comme suit :

- d) si l'information est disponible, à la limite des inondations de récurrence de 2 ans, laquelle est considérée équivalente à la ligne établie selon les critères botaniques définis précédemment au point a).

### **LITTORAL**

Partie des lacs et cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du plan d'eau.

### **MAISON D'HABITATION**

Une résidence d'une superficie d'au moins 21 mètres carrés qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause, ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

### **MARGE DE PRÉCAUTION**

Parcelle de terrain comprise dans une bande de protection délimitée sur les cartes, mais dont la largeur est inférieure à la largeur de celle-ci en raison des contraintes appliquées à l'intervention projetée. Sa limite borde le sommet ou la base du talus.

### **MILIEU HUMIDE**

Lieux d'origine naturelle ou anthropique qui se distinguent par la présence d'eau de façon permanente ou temporaire, laquelle peut être diffuse, occuper un lit ou encore saturer le sol et dont l'état est stagnant ou en mouvement. Lorsque l'eau est en mouvement, elle peut s'écouler avec un débit régulier ou intermittent. Un milieu humide est également caractérisé par des sols hydromorphes ou une végétation dominée par des espèces hygrophiles.

### **NAD**

Système de référence constitué de l'ensemble des conventions qui permettent d'exprimer, de façon univoque, la position de tout point de la surface terrestre.

### **ORTHOPHOTOGRAPHIE**

Document photographique aérien sur lequel ont été corrigées les déformations dues au relief du terrain, à l'inclinaison de l'axe de prise de vue et à la distorsion de l'objectif. Ce document a l'aspect d'une photographie aérienne et les qualités métriques d'une carte topographique.

### **PÉRIMÈTRE D'URBANISATION**

La ligne qui détermine le contour des territoires voués à un développement de type urbain. Les limites des périmètres d'urbanisation sont illustrées à la carte 5-1.

### **ZONE INONDABLE**

La zone inondable est l'espace occupé par un lac ou un cours d'eau en période de crue. La zone inondable est déterminée selon les cotes de crues indiquées à la sous-section Les dispositions relatives aux zones inondables du présent chapitre.

- 1° la zone de grand courant correspond à la partie d'une zone inondable qui peut être inondée lors d'une crue de récurrence de 20 ans;
- 2° la zone de faible courant correspond à la partie de la zone inondable située au-delà de la limite de la zone de grand courant, qui peut être inondée lors d'une crue de récurrence de 100 ans.

## **PRÉCAUTIONS**

Lors d'une expertise géotechnique, elles regroupent soit les actions et interventions à éviter pour ne pas provoquer un éventuel glissement de terrain, soit les méthodes de travail à appliquer lors de la réalisation de différentes interventions afin d'éviter de provoquer un glissement de terrain.

## **RECONSTRUCTION**

Action de rétablir dans sa forme, dans son état d'origine, un bâtiment détruit par un sinistre ou devenu dangereux et ayant perdu au moins 50 % de sa valeur au rôle d'évaluation.

## **RÉFECTION**

Action de refaire, réparer, remettre à neuf afin de rendre plus conforme aux normes (Code national du bâtiment, économie d'énergie, salubrité, etc.) ou le rendre plus opérationnel (adaptation pour personnes handicapées, etc.). Dans le cas des installations septiques, des fondations d'un bâtiment et de certains travaux d'infrastructures du ministère des Transports, la réfection peut impliquer la démolition. Autrement, une réfection de bâtiment ne peut impliquer sa démolition. Dans ce cas, il s'agira plutôt d'une reconstruction.

## **REMBLAI**

Opération de terrassement consistant à étendre ou déplacer des matériaux, provenant du site des travaux ou de l'extérieur, pour en faire une levée ou pour combler une cavité ou une dénivellation.

## **REMPLACEMENT D'USAGE AGRICOLE**

Changement formel d'un type d'élevage par un autre différent ou généralisation d'un type d'élevage à l'ensemble d'un bâtiment.

## **RÉTROGRESSION**

Processus d'agrandissement d'un glissement de terrain se développant vers l'arrière du talus. Se caractérise généralement par sa distance horizontale de recul, mesurée dans le sens du mouvement, entre le sommet de l'escarpement arrière du glissement de terrain et le sommet du talus où le mouvement s'est amorcé.

## **RISQUE**

Mesure ou évaluation du degré d'exposition à un danger et de la gravité des conséquences qui pourraient en découler sur la santé, les biens matériels ou le milieu naturel. Cette évaluation est obtenue par le produit de la possibilité d'occurrence d'un glissement de terrain et des conséquences sur les personnes et les biens.

## **RIVE**

La rive est une bande de terre qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement et varie selon les cas suivants :

La rive à un minimum de 10 mètres :

- Lorsque la pente est inférieure à 30 %, ou;
- Lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de moins de 5 mètres de hauteur.

La rive à un minimum de 15 mètres :

- Lorsque la pente est continue et supérieure à 30 %, ou;
- Lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de plus de 5 mètres de hauteur.



D'autre part, dans le cadre de l'application de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, c. A-18.1) et de sa réglementation se rapportant aux normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État, des mesures particulières de protection sont prévues pour la rive.

### **RUPTURE**

Séparation brusque d'une masse de sol après déformation, le long d'une surface de rupture, sous l'effet des forces gravitaires.

### **SINISTRE**

Défaillance technologique ou accident découlant ou non de l'intervention humaine, notamment une inondation, une secousse sismique, un mouvement de sol, une explosion, une émission toxique ou une pandémie, qui cause de graves préjudices aux personnes ou d'importants dommages aux biens et exige de la collectivité touchée des mesures inhabituelles.

### **SITE**

Terrain où se situe l'intervention projetée.

### **STABILITÉ**

État d'équilibre que possède un talus par rapport aux forces gravitaires.

### **SURFACE DE RUPTURE**

Surface le long de laquelle glisse la masse de sol située au-dessus.

### **TALUS**

Terrain en pente, généralement d'une hauteur de 5 m ou plus, possédant des caractéristiques le prédisposant aux glissements de terrain d'origine naturelle ou anthropique

### **TALUS COMPOSÉ DE SOLS À PRÉDOMINANCE ARGILEUSE**

Terrain en pente d'une hauteur de 5 mètres ou plus, contenant des segments de pente d'au moins 5 mètres de hauteur dont l'inclinaison moyenne est de 14 degrés (25 %) ou plus. Le sommet et la base du talus sont déterminés par un segment de pente dont l'inclinaison est inférieure à 8 degrés (14 %) sur une distance horizontale supérieure à 15 mètres, tel qu'indiqué aux figures 7-1 et 7-2 de l'annexe 3A du présent chapitre.

### **TALUS COMPOSÉ DE SOLS HÉTÉROGÈNES OU DE SOLS À PRÉDOMINANCE SABLEUSE**

Terrain en pente d'une hauteur de 5 mètres ou plus, contenant des segments de pente d'au moins 5 m de hauteur dont l'inclinaison moyenne est de 27 degrés (50 %) ou plus. Le sommet et la base du talus sont déterminés par un segment de pente dont l'inclinaison est inférieure à 27 degrés (50 %) sur une distance horizontale supérieure à 15 mètres. Les ruptures éventuelles sont contrôlées par les sols hétérogènes (till) ou sableux présents en totalité ou en partie dans le talus.

### **TILL**

Dépôt hétérométrique et souvent hétérogène non stratifié laissé à la suite du passage d'un glacier et constitué d'argile, de sable, de gravier et de bloc rocheux mélangés dans des proportions variables.

### **UNITÉ ANIMALE**

Une unité animale correspond à un nombre d'animaux dans une unité d'élevage. Le nombre d'unités animales d'une unité d'élevage permet de déterminer une distance séparatrice en mètres.



Aucune unité animale n'est déterminée pour une unité d'élevage d'animaux domestiques. Ainsi, pour ce type d'élevage, aucune distance séparatrice en mètre n'est applicable.

### **UNITÉ D'ÉLEVAGE**

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une faisant partie d'une même exploitation, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage de déjections des animaux qui s'y trouvent.

### **USAGE AGRICOLE**

La pratique de la culture du sol et des végétaux, l'élevage des animaux et, à ces fins, la confection, la construction ou l'utilisation de travaux, ouvrage ou bâtiment, à l'exception des immeubles servant à des fins d'habitation incluant le fait de laisser le sol en jachère, l'entreposage et l'utilisation à la ferme de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricoles à des fins agricoles, ainsi que lorsqu'ils sont effectués à sa ferme par un producteur à l'égard des produits agricoles qui proviennent de son exploitation ou accessoirement de celles d'autres producteurs.

### **USAGE SENSIBLE**

Pour l'application des dispositions sur les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain, usage d'un bâtiment ou d'un terrain accueillant un grand nombre de personnes au même moment ou pour une période prolongée ou abritant une clientèle plus vulnérable (clientèle requérant de l'aide lors d'évacuation ou qui ne peut se protéger par elle-même, comme par exemple les enfants, les aînés, les personnes à mobilité réduite, etc.) :

- garderies et services de garde (centres de la petite enfance visés par la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance);
- établissements d'enseignement visés par la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur l'instruction publique;
- installations des établissements de santé et de services sociaux visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux, y compris les ressources intermédiaires et de type familiales;
- résidences privées pour aînés;
- usages récréatifs intensifs (terrains de camping et de caravanning, terrains sportifs (soccer, baseball, piscine, etc.);
- tout autre usage dont la clientèle peut être jugée vulnérable.

### **USAGES AUX FINS DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Pour l'application des dispositions sur les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain, usage d'un bâtiment ou d'un terrain dont la fonction est en lien avec la sécurité des personnes et des biens d'un territoire :

- postes de police;
- casernes de pompiers;
- garages d'ambulances;
- centres d'urgence 9-1-1;
- centres de coordination de la sécurité civile;
- tout autre usage aux fins de sécurité publique.

### **VOIE DE CIRCULATION IMPORTANTE**

Voie de circulation située à l'extérieur des périmètres urbains qui desservent un fort bassin de population et assurent le lien entre le réseau routier majeur et les espaces ruraux. Il peut s'agir de routes, de rangs ou de rues avec un débit de circulation important.

### **ZONE DE FAIBLE COURANT**

Cette zone correspond à la partie de la zone inondable, au-delà de la limite de la zone de grand courant, qui peut être inondée lors d'une crue de récurrence de 100 ans.

### **ZONE DE GRAND COURANT**

Cette zone correspond à la partie d'une zone inondable qui peut être inondée lors d'une crue de récurrence de 20 ans.

### **ZONE D'ÉTUDE**

Zone dont la stabilité peut être modifiée à la suite de l'intervention projetée et qui peut être touchée par un glissement de terrain amorcé au site étudié. La zone d'étude peut dans certains cas être plus grande que le site de l'intervention projetée.

### **ZONE DE VÉRIFICATION**

Parcelle de terrain au sommet ou à la base d'un talus et désignée sur les cartes applicables aux zones N.

# La concordance au plan et aux règlements d'urbanisme

## La gestion de l'urbanisation

En fonction des perspectives démographiques et de la demande anticipée en nouveaux logements pour les quinze prochaines années, et aussi de l'espace disponible à l'intérieur des périmètres urbains, la Ville de Saguenay propose un mode de gestion de l'urbanisation qui permettra une surveillance étroite des nouveaux développements tout en permettant de moduler le développement du territoire en fonction des opportunités et selon les secteurs. La stratégie de gestion de l'urbanisation est présentée dans le tableau 7-1.

**TABEAU 7-1 | La gestion de l'urbanisation**

Type de secteur	Espace disponible	Mode de gestion
<b>Zones urbaines</b>		
<b>Secteur de consolidation</b>	860 terrains	<ul style="list-style-type: none"> <li>La réglementation d'urbanisme traduira les usages autorisés.</li> </ul>
<b>Zones d'expansion résidentielle</b>		
<b>Secteurs de développement</b>	3 715 terrains (correspondant à 50 % de la zone d'expansion)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan d'urbanisme pourra identifier par une affectation différente, certains secteurs de développement privilégiés<sup>1</sup></li> <li>Une réserve pourra être constituée et identifiée ultérieurement en fonction des besoins et des opportunités, sans jamais excéder 3715 terrains.</li> <li>Toute demande d'identification d'un nouveau secteur de développement devra faire l'objet d'une recommandation du CAGU et d'une autorisation du conseil municipal<sup>2</sup>.</li> <li>Le développement de ces secteurs est soumis au dépôt d'un plan de développement.</li> <li>Les terrains ayant frontage sur une rue publique existante en date du 1<sup>er</sup> février 2012 peuvent recevoir des usages résidentiels de basse densité, en respect des règlements en vigueur.</li> </ul>
<b>Zones de réserve</b>	3 760 terrains (correspondant à 50% de la zone d'expansion)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Toute demande de développement devra faire l'objet d'une modification au schéma d'aménagement à la suite d'une recommandation du CAGU et du conseil municipal.</li> <li>Le développement de ces secteurs est soumis au dépôt d'un plan de développement.</li> </ul>

<sup>1</sup> En fonction des *Critères relatifs à l'identification des secteurs de développement*

<sup>2</sup> En fonction des *Critères relatifs à l'identification des secteurs de développement*

### ***Critères relatifs à l'identification des secteurs de développement***

Tout nouveau développement à l'intérieur de l'affectation « zone d'expansion résidentielle » devra faire l'objet d'une recommandation de la Commission de l'aménagement, du Génie et de l'Urbanisme (CAGU) et d'une autorisation du conseil municipal. Celui-ci pourra autoriser, sans modification du schéma d'aménagement, des développements résidentiels correspondant à un maximum de 3715 terrains pour l'ensemble du territoire compris dans l'affectation « zones d'expansion résidentielle ».

Pour l'analyse en vue d'autoriser un nouveau secteur de développement, les critères suivants sont applicables :

- **Le secteur de développement proposé se situe dans un endroit où les possibilités de consolidation à l'intérieur de la zone urbaine sont limitées et/ou ne répondent pas au besoin :** L'analyse devra donc démontrer que les besoins en nouveaux logements (basé sur les projections des ménages) sont supérieurs à l'espace disponible dans la zone urbaine ou démontrer que le type de développement proposé (densité, mode de tenure, etc.) ne peut être développé à l'intérieur de la zone urbaine. L'analyse du potentiel à l'intérieur des zones urbaines prendra en compte les terrains disponibles sur l'ensemble du territoire, par arrondissement et par grands secteurs (par exemple, les limites des ex-municipalités).
- **Le secteur de développement proposé est dans la continuité de la trame urbaine existante et/ou permet de boucler un quartier existant :** Pour l'analyse, le secteur devra répondre aux trois critères suivants :
  - Le développement proposé est dans le prolongement d'une rue existante ou la nouvelle rue est contiguë au tissu bâti existant afin de favoriser un développement urbain concentré;
  - Le développement proposé est situé dans le rayon d'influence d'une centralité ou d'un pôle d'emploi identifié au schéma d'aménagement, c'est-à-dire dans un secteur pourvu d'infrastructures, d'équipements et de services de base;
  - Le développement proposé est connecté sur une voie de circulation desservie par le transport en commun.
- **Le secteur de développement proposé est dans la continuité des réseaux d'aqueduc et d'égout existants :** L'analyse devra donc démontrer que les réseaux sont situés à proximité<sup>3</sup> et que la capacité actuelle des réseaux peut desservir le développement proposé.
- **Le secteur de développement proposé est situé dans un secteur peu ou pas affecté par des contraintes naturelles ou anthropiques majeures :** L'analyse devra prendre en compte les contraintes naturelles et anthropiques présentes sur le territoire. Il devra se situer à une distance suffisante ou intégrer des mesures de mitigation suffisantes au regard des contraintes anthropiques actuelles ou projetées.
- **Le développement proposé doit permettre de limiter les effets sur la fiscalité municipale ;**
- **Le développement proposé se fait en respect du milieu naturel et des fonctions présentes sur le territoire.**

<sup>3</sup> À l'exception des secteurs où il y a impossibilité, par l'absence de réseau, d'être desservi par l'aqueduc ou l'égout municipal.

### ***Procédure de suivi de la gestion de l'urbanisation***

Afin de s'assurer de la conformité des objectifs au schéma et du respect des normes concernant la gestion de l'urbanisation, la ville de Saguenay prévoit mettre en place une procédure de suivi. Cette procédure implique le suivi des développements à l'intérieur des périmètres urbains par la mise en place d'un tableau de suivi des développements en cours et ayant fait l'objet d'une autorisation. Le Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme devra soumettre annuellement, un rapport annuel des développements au conseil municipal.

### ***Critères d'analyse pour autoriser le dépôt d'une demande de modification au schéma afin de permettre un nouveau développement en zone d'expansion***

Le développement à des fins résidentielles d'un secteur dont l'affectation au schéma d'aménagement et de développement est identifiée comme une « zone d'expansion » est soumis à une modification du schéma. La modification doit d'abord faire l'objet d'une acceptation du conseil municipal, à la suite d'une recommandation émise par la commission de l'aménagement du territoire, du génie et de l'urbanisme (CAGU). Les critères pour l'analyse d'une demande sont les suivants :

- Le développement proposé est en concordance avec les besoins en nouveaux logements pour le secteur, c'est-à-dire que la superficie disponible dans la zone urbaine existante pour le secteur est limitée et/ou ne répond pas aux besoins;
- Le développement proposé se situe à proximité d'une centralité, des services et du transport en commun;
- Le développement proposé est dans la continuité de la trame urbaine existante et/ou permet de boucler un quartier existant;
- Le développement proposé peut être desservi par les réseaux d'aqueduc et d'égout municipaux<sup>4</sup>;
- Le développement proposé a peu ou pas d'incidence sur la capacité des infrastructures et équipements municipaux;
- Le développement proposé doit permettre de limiter les effets sur la fiscalité municipale et sur l'environnement;
- Le développement proposé est en harmonie avec les usages environnants et se situe à une distance suffisante ou intègre des mesures de mitigation suffisantes au regard des contraintes anthropiques actuelles ou projetées.

Sont exclus, les projets ayant fait l'objet d'une autorisation du conseil municipal avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement et de développement révisé.

### ***Critères d'analyse pour autoriser le dépôt d'une demande de modification au schéma afin de permettre l'ouverture ou le prolongement de rue à l'extérieur des périmètres urbains***

L'ouverture ou le prolongement d'une rue pour le développement à des fins résidentielles d'un secteur situé à l'extérieur des périmètres urbains, à l'exception des secteurs de villégiature, est soumis à une modification du schéma. La modification doit d'abord faire l'objet d'une acceptation du conseil municipal, à la suite d'une

---

<sup>4</sup> À l'exception des secteurs où il y a impossibilité (par l'absence de réseau) d'être desservi par l'aqueduc et/ou l'égout municipal

recommandation émise par la commission de l'aménagement du territoire, du génie et de l'urbanisme (CAGU).  
Les critères pour l'analyse d'une demande sont les suivants :

- Le développement proposé permet la consolidation d'un site ou d'un secteur développé à des fins résidentielles (secteur de villégiature, développement de secteur récréotouristique, etc.);
- Le développement proposé doit permettre de limiter les effets sur la fiscalité municipale;
- Le développement proposé respecte la capacité du milieu récepteur à recevoir de nouveaux usages;
- Le développement proposé se fait en respect du milieu naturel et des fonctions présentes sur le territoire;
- Le développement proposé est situé à l'extérieur des secteurs affectés par des contraintes naturelles et anthropiques majeures.

Sont exclus, les projets ayant fait l'objet d'une autorisation du conseil municipal avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement et de développement révisé.

## La gestion des services structurants

### La gestion des noyaux de proximité

La réglementation d'urbanisme pourra autoriser certains services structurants en vue de desservir la population locale dans des noyaux de proximité identifiés au plan d'urbanisme. Les services ne devront pas occuper une superficie de plancher supérieure à celle identifiée au tableau 7-2.

**TABEAU 7-2** | Les services et superficies autorisés dans les noyaux de proximité

Classe d'usage ou usage spécifique	Superficie de plancher maximale (m <sup>2</sup> )
Services professionnels	100 m <sup>2</sup>
Services de soins de la santé	500 m <sup>2</sup>

### Critères relatifs à l'identification des noyaux de proximité

Les noyaux de proximité correspondent à de petites concentrations commerciales et de services généralement localisés à l'intérieur ou à proximité d'un secteur résidentiel. Pour l'identification des noyaux de proximité, le schéma prévoit des critères à respecter :

- Le noyau de proximité doit se situer dans un secteur pourvu d'une certaine connectivité au niveau de la trame urbaine, c'est-à-dire qu'il doit permettre de desservir le ou les quartiers à proximité.
- Le noyau doit permettre une diversité de commerces et de services. Un seul commerce ou service ne suffit pas pour l'identification d'un noyau de proximité.
- Le noyau de proximité doit naturellement être constitué de commerces de proximité, soit de commerces offrant des biens et des services courants;
- Le niveau de marchabilité ainsi que l'accessibilité en transport en commun aux noyaux de proximité doivent être suffisants pour assurer l'accès à plusieurs types de déplacement.

### La gestion des zones désignées

La réglementation d'urbanisme pourra autoriser certains services structurants en vue de desservir la population locale dans des zones désignées identifiées au plan d'urbanisme. Les zones désignées correspondent à des immeubles à bureaux existants avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement et pour lesquels une reconversion est difficile.

### Critères relatifs à l'identification des zones désignées

Pour l'identification des zones désignées, le schéma prévoit des critères à respecter :

- Avant l'entrée en vigueur du schéma, l'immeuble était occupé principalement par des usages de services structurants conformes à la réglementation (zonage, droits acquis, etc.);
- La réutilisation de l'immeuble pour d'autres fonctions est limitée;
- L'immeuble se situe à l'intérieur ou à proximité d'un pôle institutionnel d'importance (cité du savoir et de la santé, hôpital, etc.). Dans ce cas, les usages autorisés devront être en concordance avec la vocation du pôle (éducation, santé, etc.).

## Les normes de construction

### *Dispositions relatives aux conditions d'émission d'un permis de construction*

La réglementation d'urbanisme devra intégrer les conditions d'émission des permis de construction suivantes :

- 1° Le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée doit être adjacent à une rue publique ou à une rue privée conforme aux exigences du règlement de lotissement ;
- 2° Le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée forme un seul lot distinct sur les plans officiels du cadastre ;
- 3° Les bâtiments principaux situés à l'intérieur des périmètres urbains doivent être desservis par les services d'aqueduc et d'égouts, à l'exception des situations suivantes :
  - a. Dans le cas où d'une nouvelle construction, si celle-ci est incluse dans un développement partiellement desservi ou non-desservi déjà amorcé ou dans la continuité d'un tel développement ;
  - b. Dans le cas d'une construction existante, lorsque des problématiques majeures de santé et de salubrité sont existantes et que le raccordement au réseau est impossible compte tenu que celui-ci ne serait efficace qu'avec un investissement excessif.
  - c. Pour les services d'égouts, dans les cas d'un nouveau développement commercial et industriel (à l'exclusion de tout usage résidentiel), lorsque celui-ci est situé dans un secteur non desservi par le réseau d'égout et dans l'une des situations suivantes :
    - Le projet de développement se situe à l'extérieur du prolongement logique et anticipé du réseau existant;
    - Le prolongement du réseau exige la réalisation d'infrastructures empêchant la Ville d'optimiser ses investissements publics.

Dans ces cas, les projets d'alimentation en eau potable et d'épuration des eaux usées de la construction à être érigée sur le terrain sont conformes à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et à ses règlements applicables.

- 4° Les bâtiments principaux à l'extérieur des périmètres urbains doivent obligatoirement être raccordés aux services d'aqueduc et/ou d'égout si ceux-ci sont établis sur la rue en bordure de laquelle le bâtiment principal est situé. Pour les bâtiments existants, cette obligation s'applique uniquement lorsque l'ouvrage de captage des eaux souterraines ou le système d'évacuation et de traitement des eaux usées doit être remplacé.

Dans le cas où les services d'aqueduc et d'égouts ne sont pas établis sur la rue en bordure de laquelle une construction est projetée, les projets d'alimentation en eau potable et d'épuration des eaux usées de la construction à être érigée sur le terrain sont conformes à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et à ses règlements applicables.

VS-RU-2026-2, para. 1



## Les normes de lotissement

### *Dispositions relatives aux dimensions et superficies des lots*

La réglementation d'urbanisme devra intégrer les dispositions relatives aux dimensions et superficies des lots définis au tableau 7-3.

Pour l'application, le corridor riverain est une bande de terre qui borde les lacs et les cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur du corridor se mesure horizontalement. La largeur d'un corridor est de 300 mètres en bordure des lacs et de 100 mètres en bordure des cours d'eau. Les normes minimales à l'intérieur du corridor riverain s'appliquent uniquement aux cours d'eau à débit régulier.

**TABLEAU 7-3** | Les dimensions et superficies minimales des terrains<sup>5</sup>

Service d'aqueduc et d'égout	Superficie minimale (m <sup>2</sup> )	Largeur minimale sur rue (m)	Profondeur minimale (m)	Largeur minimale sur cours d'eau (m)
<b>Terrain situé à l'extérieur d'un corridor riverain</b>				
Terrains non desservis	3 000 m <sup>2</sup>	50 mètres	-	-
Terrains partiellement desservis	1 500 m <sup>2</sup>	25 mètres	-	-
Terrains desservis	-	-	-	-
<b>Terrain situé en tout ou en partie à l'intérieur d'un corridor riverain</b>				
Terrains non desservis	4 000 m <sup>2</sup>		75 mètres	50 mètres
Terrains partiellement desservis	2 000 m <sup>2</sup>	25 mètres (terrain non-riverain)	75 mètres	30 mètres (terrain riverain)
Terrains desservis	-	-	45 mètres	-

Dans le cas des terrains riverains, une distance minimale entre une route, un chemin, une rue ou toute voie de circulation par rapport à un cours d'eau ou un lac devra être maintenue. Cette distance est de 75 mètres pour les secteurs non-desservi ou partiellement desservi et de 45 mètres pour les secteurs desservis. La distance se mesure entre la ligne des hautes eaux et la limite de l'emprise de la route. La distance peut être réduite si une la route passe sur des terrains zonés à des fins de parc public, et ce, jusqu'à une distance de 20 m. Elle peut être réduite à 15 m si la route constitue le parachèvement d'un réseau et dans la mesure où l'espace compris entre la route et le plan d'eau ne fait pas l'objet d'une construction. Toutefois, la route ne devra en aucun cas empiéter sur la rive.

Dans le cas où une infrastructure routière est déjà en place et ne permet pas que le terrain atteigne la profondeur prescrite, la profondeur d'un terrain pourra être moindre, sans toutefois être inférieure à 30 mètres.

De plus, la réglementation d'urbanisme pourra autoriser une opération cadastrale même si la superficie ou les dimensions minimales des terrains ne sont pas respectées, et ce, dans les cas suivants :

- Lorsque des droits à l'opération cadastrale sont reconnus conformément aux articles 256.1, 256.2 et 256.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

<sup>5</sup> Une tolérance maximale de 10 % est acceptée pour réduire les largeurs et profondeurs minimales prescrites à la condition que la superficie minimale et toutes les autres dispositions réglementaires applicables soient respectées.

- Lorsque l'opération cadastrale vise l'identification ou l'implantation d'un réseau d'aqueduc ou d'égout, d'électricité, de gaz, de télécommunication, de câblodistribution, ainsi que de rues publiques ou privées;
- Lorsque l'opération cadastrale a pour effet d'augmenter les dimensions et la superficie d'un terrain existant disposant de droits acquis reconnus et, conséquemment, de réduire l'écart entre celles-ci et les dimensions et la superficie minimales requises, en autant que cette opération n'a pas pour effet de rendre dérogatoire ou d'augmenter la dérogation déjà existante d'un terrain;
- Lorsque l'opération cadastrale vise une parcelle non destinée à recevoir une construction, même si ses dimensions et sa superficie sont moindres que celles prévues aux normes de lotissement;
- Lorsque l'opération cadastrale vise l'identification d'un bâtiment rendue nécessaire par une déclaration de copropriété de type vertical ou de type horizontal ou en rangée, faite en vertu du Code civil du Québec (RLRQ, c.CCQ-1991), et dans laquelle seul le ou les bâtiments font l'objet de parties exclusives, le fonds de terre devant obligatoirement demeurer partie commune;
- Lorsque l'opération cadastrale vise l'identification d'un terrain destiné à recevoir un bâtiment, un équipement ou une infrastructure d'utilité publique.

## La protection des milieux humides

### *Les dispositions relatives à la protection des milieux humides*

La réglementation d'urbanisme doit intégrer les dispositions prévues aux différentes lois concernant la protection des milieux humides. L'application et l'administration des dispositions concernant la protection des milieux humides sont confiées à l'inspecteur en bâtiment dûment assermenté.

En vertu de la loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés, une MRC doit élaborer et mettre en œuvre un plan régional des milieux humides et hydriques qui visera à identifier ces milieux sur le territoire et à mieux planifier les interventions. Comprenant un portrait du territoire, un diagnostic et des choix de conservation, le PRMHH devra respecter trois principaux objectifs :

- Favoriser l'atteinte du principe d'aucune perte nette;
- Assurer une gestion cohérente par bassin versant;
- Tenir compte des enjeux liés aux changements climatiques.

Ce plan doit être réalisé au plus tard en juin 2022 et doit ensuite être intégré aux documents de planification. À titre de MRC, la Ville de Saguenay a amorcé la tâche dès l'automne 2019 et sa réalisation se fera en concertation avec la population.

## La protection des rives, du littoral et des zones inondables

La réglementation d'urbanisme doit intégrer les dispositions prévues au cadre normatif intégré dans les règlements d'application de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2). L'application et l'administration des dispositions concernant la protection des rives, du littoral et des zones inondables sont confiées à l'inspecteur en bâtiment dûment assermenté.

### Les dispositions relatives aux zones inondables

#### Identification des zones inondables

Les cartes 7-1 à 7-6 présentées à l'annexe 1 du présent chapitre font partie intégrante, à toutes fins que de droit, du présent document et indiquent l'étendue de la zone inondable. Le tableau 7-4 présente l'information relative aux plans et aux références pour l'identification des zones inondables. Les cartes produites

**TABLEAU 7-4 | Identification des zones inondables**

Rivière	Références	Plan
Rivière aux Sables	Centre d'expertise hydrique du Québec. Avril 2014. <i>Détermination des cotes de crues associées aux seuils mineur et majeur suite aux travaux d'excavation visant l'augmentation de la capacité hydraulique de la rivière aux Sables et identification des sites d'érosion visibles – Rapport final.</i> Gouvernement du Québec.	7-1
	WSP Canada Inc. Septembre 2014. <i>Détermination des cotes de crues associées aux seuils mineur et majeur dans le secteur amont (PK10, 10 à 11, 70) à la suite des travaux d'excavation visant l'augmentation hydraulique de la rivière – Version finale.</i> 15 p.	
Rivière Chicoutimi (secteur Chicoutimi)	Centre d'expertise hydrique du Québec. Juillet 2015. <i>Détermination des cotes de crue associées aux seuils mineur et majeur d'inondation et à la limite de non-construction de la rivière Chicoutimi.</i> Gouvernement du Québec.	7-2
Rivière Chicoutimi (secteur Laterrière)	22D 06-020-0814-2, 22D 06-020-0715-1, 22D 06-020-0615-1, 22D 06-020-0514-1, 22D 06-020-0515-1, 22D 06-020-0414-2, 22D 06-020-0413-2, 22D 06-020-0512-2, 22D 06-020-0512-3	7-3
Rivière du Moulin (secteur Laterrière)	22D 06-020-0616-3, 22D 06-020-0517-0, 22D 06-020-0516-0, 22D 06-020-0415-3	7-4
Rivière à Mars	22D 07-020-0603, 22D 07-020-0604, 22D 07-020-0704, 22D 07-020-0705, 22D 07-020-0501, 22D 07-020-0502, 22D 07-020-0503, 22D 07-020-0602	7-5
Rivière Ha! Ha!	22D 07-020-0405, 22D 07-020-0505, 22D 07-020-0506, 22D 07-020-0606, 22D 07-020-0206, 22D 07-020-0305, 22D 07-020-0306, 22D 07-020-0106, 22D 07-020-0107	7-6

SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET VILLE DE SAGUENAY

### ***Les dispositions particulières de protection pour une partie de la rivière du Moulin***

Des dispositions particulières de protection s'appliquent à la partie de la rivière du Moulin située à l'embouchure de la rivière Saguenay. La partie de la rivière concernée par les présentes mesures couvre une longueur d'environ 565 mètres en bordure de la rivière.

La carte 7-7 en annexe 2 du présent chapitre indique la partie de la rivière soumise à des mesures particulières de protection. Le plan fait partie intégrante du présent document.

Le plan de gestion vise notamment :

- À fixer la limite d'une bande riveraine adaptée à l'utilisation du sol existant;
- À permettre l'utilisation des bâtiments et des usages existants en bordure du cours d'eau tout en assurant une protection minimale d'une bande riveraine adaptée au milieu;
- À protéger les espaces naturels existants en bordure du cours d'eau.

La ligne des hautes eaux de la partie de la rivière du Moulin soumise aux présentes dispositions particulières est formellement identifiée sur la carte 7-7 en annexe 2 du présent chapitre.

### **Les dispositions relatives à la rive**

La rive a un minimum de 5 mètres sur le côté est de la rivière et un minimum de 3 mètres sur le côté ouest de la rivière. Les rives sont mesurées et identifiées sur la carte accompagnant le présent document en annexe.

Dans la rive, sont interdits tous les ouvrages, toutes les constructions et tous les travaux à l'exception de :

- a) La construction ou l'érection d'un bâtiment ou d'un usage auxiliaire ou accessoire de type garage, remise, cabanon ou piscine, possible seulement sur la partie d'une rive qui n'est pas à l'état naturel et à la condition suivante :
  - Une bande minimale de protection de 2 mètres doit obligatoirement être conservée et maintenue à l'état naturel.
- b) Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation :
  - La coupe d'assainissement pour maintenir ou renforcer le boisé;
  - La coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé;
  - La coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de 2 mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %;
  - L'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de 2 mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
  - Les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes, et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable.
- c) Les ouvrages et travaux suivants :
  - L'installation de clôtures;
  - L'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrains ou de surface et les stations de pompage;
  - L'aménagement de traverses de cours d'eau relativement aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;

- Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les travaux de stabilisation à l'aide d'enrochement et de revégétalisation;
- Les puits individuels;
- La reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;
- Les ouvrages et travaux nécessaires et la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral;
- Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou à des fins d'accès public, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

### **Les dispositions relatives au littoral**

Sur le littoral sont interdits tous les ouvrages, toutes les constructions et tous les travaux à l'exception des suivants qui peuvent être permis :

- a) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- b) Les prises d'eau;
- c) L'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive;
- d) Les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, à réaliser par les municipalités et les MRC dans les cours d'eau selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par le Code municipal (RLRQ, c.C-27.1) et la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c.C-19);
- e) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou aux fins d'accès public, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c.Q-2), la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c.C-61.1), la Loi sur le régime des eaux (RLRQ, c.R-13) ou toute autre loi.

## La protection des sources d'eau potable

### *Les dispositions relatives aux sites de prélèvement municipaux d'eau souterraine*

La localisation des sites de prélèvement municipaux d'eau souterraine et des aires de protection de Saguenay et des autres municipalités périphériques est indiquée aux cartes 7-8 à 7-11, présentées à l'annexe 3 du présent chapitre pour en faire partie intégrante.

### **Les normes concernant les aires de protection immédiate**

À l'intérieur des aires de protection immédiate indiquées aux cartes 7-8 à 7-11 de l'annexe 3 du présent chapitre, les normes suivantes s'appliquent :

- a) Toute activité présentant un risque de contamination de l'eau est interdite dans l'aire de protection immédiate, sauf celles relatives à l'opération, à l'entretien, à la réfection ou au remplacement de l'installation de prélèvement d'eau ou des équipements accessoires.

### **Les normes concernant les aires de protection intermédiaire (bactériologique et virologique)**

À l'intérieur des aires de protection intermédiaire (bactériologique et virologique) indiquées aux cartes 7-8 à 7-11, présentées à l'annexe 3 du présent chapitre, en plus des normes applicables pour les aires de protection éloignées de la présente section, les normes suivantes s'appliquent :

- a) À moins d'être réalisés à des fins d'entretien domestique ou d'utiliser des boues certifiées conformes aux normes CAN/BNQ 0413-200, CAN/BNQ 0413-400 ou BNQ 419-090, l'épandage et le stockage, à même le sol, de boues provenant d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées ou de tout autre système de traitement ou d'accumulation d'eaux usées sanitaires sont interdits dans l'aire de protection intermédiaire virologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen ou élevé. Également applicable aussi à toute matière contenant plus de 0,1 % de boues provenant d'eaux usées sanitaires, évaluées sur la base de matières sèches.
- b) L'aménagement d'une cour d'exercice et le stockage, à même le sol, de déjections animales, de matières fertilisantes azotées, de compost de ferme ou de matières résiduelles fertilisantes non certifiées conformes aux normes CAN/BNQ 0413-200, CAN/BNQ 0413-400 ou BNQ 419-090 sont interdits :
  - 1° dans l'aire de protection intermédiaire bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen ou élevé;
  - 2° dans l'aire de protection virologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque la concentration en nitrates + nitrites (exprimée en N) de l'eau échantillonnée conformément au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RLRQ, c. Q-2, r. 40) est supérieure à 5 mg/l à deux reprises ou plus sur une période de 2 ans;
  - 3° dans les premiers 100 m de l'aire de protection virologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 3 situé sur une propriété voisine lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen ou élevé.
- c) L'aménagement d'une aire de compostage est interdit :
  - 1° dans les premiers 100 m de l'aire de protection bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 1 ou 2 lorsque son niveau de vulnérabilité est moyen ou élevé;
  - 2° dans l'aire de protection bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 3 lorsque son niveau de vulnérabilité est moyen ou élevé;

- 3° dans les premiers 100 m de l'aire de protection virologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 3 situé sur une propriété voisine lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen ou élevé.
- d) L'aménagement d'un ouvrage de stockage de déjections animales ou d'un bâtiment d'élevage d'animaux est interdit :
  - 1° dans les premiers 100 m de l'aire de protection bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 1 ou 2 lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen ou élevé;
  - 2° dans l'aire de protection intermédiaire bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 3 lorsque son niveau de vulnérabilité est moyen ou élevé.

Une pisciculture n'est pas visée par le présent article.

- e) Dans tous les cas où l'aménagement d'une aire de compostage, d'un ouvrage de stockage de déjections animales ou d'un bâtiment d'élevage d'animaux n'est pas interdit dans l'aire de protection intermédiaire bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine, l'installation doit être conçue de manière à assurer son étanchéité et son aménagement doit être effectué sous la supervision d'un professionnel.

Au surplus, une aire de compostage ou un ouvrage de stockage de déjections animales aménagé dans une telle aire doit faire l'objet d'une évaluation de son étanchéité par un professionnel tous les 10 ans. Le professionnel ayant effectué l'évaluation prévue au deuxième alinéa doit transmettre au responsable du prélèvement d'eau souterraine et au ministre une attestation d'étanchéité ou une recommandation sur les correctifs à effectuer pour rendre l'installation étanche lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté. Les correctifs pour rendre une installation étanche doivent être effectués au plus tard un an après la réception de la recommandation du professionnel. Leur exécution doit s'effectuer sous la supervision d'un professionnel qui transmet au responsable du prélèvement et au ministre une attestation d'étanchéité dans les meilleurs délais.

Une copie de l'attestation d'étanchéité est transmise dans les meilleurs délais aux municipalités régionales de comté dont le territoire recoupe celui des aires de protection intermédiaire concernées.

- f) Le pâturage et l'épandage de déjections animales, de compost de ferme ou de matières résiduelles fertilisantes non certifiées conformes aux normes CAN/BNQ 0413-200, CAN/BNQ 0413-400 ou BNQ 419-090 sont interdits :
  - 1° dans l'aire de protection intermédiaire bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est élevé;
  - 2° dans l'aire de protection virologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque la concentration en nitrates + nitrites (exprimée en N) de l'eau échantillonnée conformément au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RLRQ, c.Q-2, r. 40) est supérieure à 10 mg/l à 2 reprises ou plus sur une période de 2 ans;
  - 3° dans les premiers 100 m de l'aire de protection intermédiaire bactériologique d'un site de prélèvement d'eau souterraine de catégorie 1 lorsque son niveau de vulnérabilité des eaux est moyen.

L'épandage de matières fertilisantes azotées est également interdit dans l'aire de protection virologique d'un prélèvement d'eau souterraine dans le cas prévu au paragraphe 2 du premier alinéa.

L'épandage de déjections animales, de compost de ferme, de matières fertilisantes azotées ou de matières résiduelles fertilisantes, s'il est effectué à des fins d'entretien domestique, n'est pas visé par l'interdiction prévue au présent article.



- g) Le pâturage et l'épandage de déjections animales, de compost de ferme ou de matières résiduelles fertilisantes doivent être effectués conformément à la recommandation d'un professionnel :
- 1° dans l'aire de protection intermédiaire bactériologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque son niveau de vulnérabilité est moyen;
  - 2° dans l'aire de protection intermédiaire virologique d'un prélèvement d'eau souterraine lorsque la concentration en nitrates + nitrites (exprimée en N) de l'eau échantillonnée conformément au Règlement sur la qualité de l'eau potable (RLRQ, c. Q-2, r. 40) est supérieure à 5 mg/l à deux reprises ou plus sur une période de 2 ans.

L'épandage de matières fertilisantes azotées doit également être effectué conformément à la recommandation d'un professionnel dans l'aire de protection intermédiaire virologique d'un prélèvement d'eau souterraine dans le cas prévu au paragraphe 2 du premier alinéa.

La recommandation contient les mesures à mettre en place pour minimiser les incidences sur la qualité des eaux prélevées, notamment en ce qui concerne l'apport d'azote et d'agents pathogènes. Elle s'appuie sur :

- 1° un bilan historique des cinq dernières années sur les cultures et les épandages effectués et sur les pâturages aménagés dans l'aire de protection intermédiaire;
  - 2° le contexte hydrogéologique ainsi que la texture, la profondeur et l'état de compaction des sols.
- La recommandation est jointe au plan agroenvironnemental de fertilisation préparé conformément au Règlement sur les exploitations agricoles (RLRQ, c. Q-2, r. 26) lorsque le lieu d'élevage ou le lieu d'épandage visé est assujéti à ce règlement. Elle est conservée pour une période de 5 ans et doit être fournie au ministre sur demande.

### **Les normes concernant les aires de protection éloignée (aire d'alimentation)**

À l'intérieur des aires de protection éloignée indiquées aux cartes 7-8 à 7-11 de l'annexe 3 du présent chapitre, les normes suivantes s'appliquent :

- a) Il est interdit d'aménager un site de forage ou de réaliser un sondage stratigraphique dans une zone inondable dont la récurrence de débordement est de 20 ans, dans une zone inondable d'un lac ou d'un cours d'eau identifiée sans que ne soient distinguées les récurrences de débordement de 20 ans et de 100 ans, ou à moins de 500 m d'un site de prélèvement d'eau effectué à des fins de consommation humaine ou de transformation alimentaire.
- La distance de 500 mètres prévue au premier alinéa concernant l'aménagement d'un site de forage peut être augmentée à la distance fixée dans l'étude hydrogéologique prévue à l'article 38 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RLRQ, c. Q-2, r. 35.2) lorsque cette étude démontre que la distance de 500 m ne permet pas de minimiser les risques de contamination des eaux des sites de prélèvement d'eau effectué à des fins de consommation humaine ou de transformation alimentaire, situés sur le territoire couvert par l'étude.
- b) l'aménagement d'un site de forage destiné à rechercher ou à exploiter du pétrole, du gaz naturel, de la saumure ou un réservoir souterrain ainsi que l'exécution d'un sondage stratigraphique sont interdits dans l'aire de protection éloignée d'un prélèvement d'eau souterraine de catégorie 1 ou 2.

### ***Les dispositions relatives aux sites de prélèvement municipaux des eaux de surface***

La localisation des sites de prélèvement municipaux des eaux de surface et des aires de protection de Saguenay correspond aux dispositions ci-dessous.

#### **Les normes concernant les aires de protection immédiate**

Les limites pour une aire de protection immédiate pour un prélèvement d'eau de surface sont fixées aux distances suivantes :

- 500 m en amont et 50 m en aval du site de prélèvement de catégorie 1 ou 2.

Ces distances englobent, le cas échéant, les eaux de surface, les portions de tributaires ainsi qu'une bande de terre de 10 m calculée à partir de la ligne des hautes eaux.

Les activités suivantes sont interdites dans l'aire de protection immédiate d'un prélèvement d'eau de surface de catégories 1 et 2 :

- a) le pâturage;
- b) l'épandage et le stockage, à même le sol, de déjections animales, de compost de ferme, de matières fertilisantes azotées ou de matières résiduelles fertilisantes;
- c) l'épandage et le stockage, à même le sol, de boues provenant d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées ou de tout autre système de traitement ou d'accumulation d'eaux usées sanitaires ou de toute matière contenant plus de 0,1 % de boues provenant d'eaux usées sanitaires, évaluée sur la base de matière sèche;
- d) l'aménagement d'un nouveau rejet dans un cours d'eau, sauf si cet aménagement est effectué dans un cours d'eau dont la largeur est supérieure à 30 m en période d'étiage et si une attestation d'un professionnel précise que le rejet n'affectera pas le site de prélèvement d'eau.

Toute autre activité devant s'effectuer à l'intérieur d'une aire de protection immédiate d'un prélèvement d'eau de surface de catégorie 1 ou 2, sauf celles relatives à l'exploitation d'une centrale hydroélectrique, doit respecter les conditions suivantes :

- 1° l'activité doit être effectuée de manière à minimiser les risques d'érosion des sols, notamment par le rétablissement et le maintien de la couverture végétale présente et du caractère naturel de la rive;
- 2° si l'activité vise à aménager un fossé ou un drain souterrain, ceux-ci ne peuvent être en lien direct avec le lac ou le cours d'eau récepteur, à moins que des infrastructures permettent de limiter l'apport de sédiments vers le lac ou le cours d'eau concerné et que, dans le cas d'un fossé, le haut du talus comporte une couverture végétale d'une largeur minimale d'un mètre.

#### **Les normes concernant les aires de protection intermédiaire**

Les limites pour une aire de protection intermédiaire pour un prélèvement d'eau de surface sont fixées aux distances suivantes :

- 10 km en amont et 50 m en aval du site de prélèvement de catégorie 1 ou 2.

Les distances englobent, le cas échéant, les eaux de surface, les portions de tributaires ainsi qu'une bande de terre de 120 m calculée à partir de la ligne des hautes eaux.

À l'intérieur des aires de protection intermédiaire, les normes suivantes s'appliquent :

- a) Il est interdit d'aménager un site de forage ou de réaliser un sondage stratigraphique dans une zone inondable dont la récurrence de débordement est de 20 ans, dans une zone inondable d'un lac ou d'un cours d'eau identifié sans que ne soient distinguées les récurrences de débordement de 20 ans et de 100 ans, ou à moins de 500 m d'un site de prélèvement d'eau effectué à des fins de consommation humaine ou de transformation alimentaire.

La distance de 500 mètres prévue au premier alinéa concernant l'aménagement d'un site de forage peut être augmentée à la distance fixée dans l'étude hydrogéologique prévue à l'article 38 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RLRQ, c. Q-2, r. 35.2) lorsque cette étude démontre que la distance de 500 m ne permet pas de minimiser les risques de contamination des eaux des sites de prélèvement d'eau effectué à des fins de consommation humaine ou de transformation alimentaire, situés sur le territoire couvert par l'étude.

- b) l'aménagement d'un site de forage destiné à rechercher ou à exploiter du pétrole, du gaz naturel, de la saumure ou un réservoir souterrain ainsi que l'exécution d'un sondage stratigraphique sont interdits dans l'aire de protection intermédiaire d'un prélèvement d'eau de surface de catégorie 1 ou 2.

### **Les normes concernant les aires de protection éloignée**

Les limites pour une aire de protection éloignée pour un prélèvement d'eau de surface correspondent au territoire du bassin versant du site de prélèvement et incluent, le cas échéant, les limites de l'aire de protection intermédiaire du site de prélèvement situées en aval.

## Les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain

### Les dispositions générales

La présente section s'applique aux zones de contraintes relatives aux glissements de terrain identifiées à la carte 7-12 présentée à l'annexe 4 du présent chapitre et qui comprennent les références identifiées au tableau 7-5. La carte fait partie intégrante, à toutes fins que de droits, du présent document.

**TABLEAU 7-5** | Références pour l'identification de contraintes relatives aux glissements de terrain

22D06	22D07	22D11
22D06-050-0206	22D07-050-0101	22D11-050-0104
22D06-050-0207	22D07-050-0201	22D11-050-0105
22D06-050-0306	22D07-050-0202	22D11-050-0106
22D06-050-0307	22D07-050-0203	22D11-050-0204
22D06-050-0404	22D07-050-0301	22D11-050-0205
22D06-050-0405	22D07-050-0302	
22D06-050-0406	22D07-050-0303	
22D06-050-0407	22D07-050-0304	
22D06-050-0408	22D07-050-0401	
22D06-050-0503	22D07-050-0402	
22D06-050-0504	22D07-050-0403	
22D06-050-0505	22D07-050-0404	
22D06-050-0506	22D07-050-0501	
22D06-050-0507	22D07-050-0502	
22D06-050-0508	22D07-050-0503	
22D06-050-0603	22D07-050-0504	
22D06-050-0604	22D07-050-0601	
22D06-050-0605	22D07-050-0602	
22D06-050-0606	22D07-050-0701	
22D06-050-0607	22D07-050-0801	
22D06-050-0608		
22D06-050-0703		
22D06-050-0704		
22D06-050-0705		
22D06-050-0706		
22D06-050-0707		
22D06-050-0708		
22D06-050-0803		
22D06-050-0804		
22D06-050-0805		
22D06-050-0806		
22D06-050-0807		
22D06-050-0808		

SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET VILLE DE SAGUENAY

Le Service de la géotechnique et de la géologie, Direction du laboratoire de chaussées, du ministère des Transports du Québec a réalisé la cartographie des secteurs suivants :

- Arrondissement de La Baie (réalisée en 2004);
- Rivière aux Sables (réalisée en 2015).

Pour tout projet dans les zones N, N1, N2, sauf la construction d'un bâtiment principal, un terrain n'est pas assujéti aux présentes dispositions dans la mesure où le talus concerné est constitué de roc affleurant avec moins de 5 mètres de matériaux meubles en superposition.

De même, malgré une identification dans une zone N, N1, N2 sur l'une des cartes, un terrain n'est pas assujéti aux présentes dispositions puisqu'il est démontré, par des mesures précises (données topographiques LIDAR ou relevé d'arpentage), que le talus concerné ne rencontre pas les définitions des catégories de zones de contraintes relatives aux glissements de terrain des sections suivantes.

La limite des zones N et leurs bandes de protection peuvent être ajustées selon la précision des données.

Dans les zones identifiées R et présentant un talus ayant une pente de 14 degrés et plus, une vérification est requise afin de valider la présence de roc dans le talus.

- Si le roc affleure avec moins de 5 mètres de matériaux meubles en superposition, aucun projet, sauf la construction d'un bâtiment principal, n'est assujéti à la présente section.
- Si le roc n'est pas constaté ou lorsqu'il s'agit de la construction d'un nouveau bâtiment principal, le talus est déterminé tel que défini à l'article dans la section sur les catégories de zones de contraintes relatives aux glissements de terrain et les marges de précaution sont déterminées tel que le précise la sous-section traitant des interventions soumises à l'application d'une marge de précaution.

### **Description des principaux types de glissements de terrain**

Les types de glissements ont été regroupés en deux familles selon les dimensions qu'ils peuvent avoir, et ce, pour les besoins de la cartographie.

#### **Première famille – Glissements faiblement ou non rétrogressifs**

Affectent le talus et peuvent emporter une bande de terrain située au sommet du talus. Les débris s'étalent généralement à la base du talus sur des distances variables. Leur largeur peut atteindre quelques dizaines de mètres. Les types de glissements qui se rapportent à cette famille sont les suivants :

- 1° Glissement superficiel : se produit exclusivement dans le talus sans en toucher le sommet. Caractérisé par une surface de rupture peu profonde, généralement inférieure à 1,5 mètre;
- 2° Glissement rotationnel : se produit la plupart du temps dans un talus en bordure de cours d'eau où l'érosion est active. sa surface de rupture peut atteindre quelques mètres de profondeur sous la croûte, dans l'argile intacte, et elle adopte une forme approximativement circulaire;
- 3° Avalanche de boue : amorcée par un glissement superficiel ou rotationnel qui se produit généralement dans la partie supérieure du talus. Ce type de glissement de terrain se produit à la suite d'une importante infiltration d'eau lors de fortes pluies.

#### **Deuxième famille – Glissements fortement rétrogressifs**

Affectent non seulement le talus, mais aussi d'immenses bandes de terrain à l'arrière du sommet du talus. Les débris constituent une masse importante et peuvent s'étaler parfois sur des distances considérables. Leurs

dimensions peuvent atteindre plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de mètres. Le type de glissement qui se rapporte à cette famille est le suivant :

- 1° Coulée argileuse : ce glissement se produit dans l'argile sensible au remaniement. La coulée argileuse est généralement amorcée par un glissement rotationnel profond, atteignant l'argile intacte, en bordure d'un cours d'eau, suivi d'une succession de ruptures affectant le sommet du talus sur une distance très variable.

### **Catégories de zones de contraintes relatives aux glissements faiblement ou non rétrogressifs**

Sur les cartes, chacune des zones de contrainte est représentée par une couleur distincte et une étiquette.

#### **NA1 - Zone composée de sols à prédominance argileuse, avec ou sans érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Cette zone inclut des talus à pentes fortes qui subissent ou non l'érosion. Elle comprend également des talus à pentes modérées affectés par une érosion importante. En raison de l'inclinaison et/ou du caractère évolutif de ces talus, il peut y survenir des glissements d'origine naturelle. Cette zone peut aussi être affectée par des glissements d'origine anthropique.

#### **NA2 - Zone composée de sols à prédominance argileuse, sans érosion importante, sensible aux interventions d'origine anthropique**

Cette zone est caractérisée par des talus à pentes modérées qui ne subissent pas d'érosion importante. Sauf lors d'événements naturels exceptionnels, seules des modifications inappropriées d'origine anthropique peuvent causer un glissement de terrain.

#### **NS1 - Zone composée de sols à prédominance sableuse, avec érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Cette zone, caractérisée par des talus à pentes fortes, est soumise à l'érosion. Dans cette zone, les berges des cours d'eau peuvent reculer progressivement ou subitement et peuvent ainsi être affectées par des glissements. De plus, des interventions inappropriées d'origine anthropique peuvent causer un glissement de terrain.

#### **NS2 - Zone composée de sols à prédominance sableuse, sans érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Cette zone est caractérisée par des talus à pentes fortes qui ne subissent pas l'érosion. Bien que la géométrie de ceux-ci ne varie pas de façon naturelle dans le temps, il peut néanmoins y survenir des glissements d'origine naturelle lors d'événements très exceptionnels. Par contre, elle peut être affectée par des glissements d'origine anthropique.

#### **NH - Zone composée de sols hétérogènes, avec ou sans érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Cette zone est caractérisée par des talus à pentes fortes qui subissent ou non l'érosion. En raison de l'inclinaison et du caractère évolutif de ces talus, il peut y survenir des glissements d'origine naturelle. Cette zone peut aussi être affectée par des glissements d'origine anthropique.

#### **N - Zone composée de sols de nature indéterminée, avec ou sans érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Ces zones sont composées de talus d'une hauteur égale ou supérieure à 5 mètres et ayant une pente dont l'inclinaison est égale ou supérieure à 14° (25 %) avec ou sans cours d'eau à la base. Ces zones sont toujours accompagnées d'une zone de vérification adjacente en haut et en bas de talus. Dans cette zone de vérification,

aucun permis pour des travaux assujettis (selon les tableaux 7-11 et 7-12 de l'annexe 3 du présent chapitre) ne peut être délivré à moins que la marge de précaution n'ait été déterminée et appliquée tel que spécifié au 2<sup>e</sup> paragraphe de la sous-section « Application des dispositions ».

**N1 - Zone composée de sols de nature indéterminée, avec ou sans érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Ces zones sont composées :

- de talus d'une hauteur égale ou supérieure à 5 mètres et ayant une pente dont l'inclinaison est égale ou supérieure à 22° (36 %) avec ou sans cours d'eau à la base;
- ou de talus d'une hauteur égale ou supérieure à 5 mètres et ayant une pente dont l'inclinaison est égale ou supérieure à 14° (25 %) et inférieure à 22° (36 %) avec cours d'eau à la base.

Ces zones sont toujours accompagnées d'une bande de protection adjacente en haut et en bas de talus.

**N2 - Zone composée de sols de nature indéterminée, sans érosion, susceptible d'être affectée par des glissements d'origine naturelle ou anthropique**

Ces zones sont composées de talus d'une hauteur égale ou supérieure à 5 mètres et ayant une pente dont l'inclinaison est égale ou supérieure à 14° (25 %) et inférieure à 22° (36 %) sans cours d'eau à la base.

Ces zones sont toujours accompagnées d'une bande de protection adjacente en haut et en bas de talus.

**R - Zone composée de sols de nature...**

Zone où le roc est suspecté, selon l'analyse de modèle numérique de terrain tiré de données topographiques LIDAR. L'épaisseur des matériaux meubles est inconnue.

**Catégories de zones de contraintes de glissements fortement rétrogressifs**

Sur les cartes, les zones RA1<sub>Sommet</sub> et RA1<sub>Base</sub> ont une représentation différente dans la légende, soit respectivement « S+ » et « B- », tandis que pour les zones RA2, une ligne verte constituée de triangles orientés vers l'intérieur de la zone les représente.

**RA1<sub>Sommet</sub> - Zone composée de sols à prédominance argileuse, située au sommet des talus, pouvant être emportée par un glissement de grande étendue**

Cette zone est caractérisée par de grandes superficies, parfois plusieurs centaines de mètres carrés, présentant peu ou pas de relief (plateau) et située à l'arrière de zones NA. Cette zone peut être emportée par une coulée argileuse amorcée par un glissement rotationnel profond survenant dans une zone NA1.

**RA1<sub>Base</sub> - Zone située à la base des talus pouvant être affectée par l'étalement de débris provenant des zones RA1<sub>Sommet</sub>**

Cette zone est caractérisée par de grandes superficies, parfois plusieurs centaines de mètres carrés, présentant peu ou pas de relief et située à la base des talus (fond de vallée ou plateau d'altitude inférieure aux zones RA1<sub>Sommet</sub>). Cette zone peut être touchée par les débris d'une coulée argileuse amorcée par un glissement rotationnel profond survenant dans une zone NA1.

**Détermination des priorités d'intervention**

Lors d'une demande de permis ou de certificat pour une intervention chevauchant plus d'un type de zones de contraintes, les normes les plus sévères doivent être appliquées. L'ordre de priorité des normes par type de zone est énuméré au tableau 7-6.

**TABLEAU 7-6** | Priorité d'intervention

Priorité	Type de zones
1	NA1, N et N1
2	RA1 <sub>Sommet</sub> et Base
3	NH et NA2 <sub>Sommet</sub> (pour la construction d'un remblai uniquement)
4	NS1
5	NA2 <sub>Sommet</sub> et N2
6	NS2 <sub>Base</sub>
7	NA2 <sub>Base</sub>
8	NS2 <sub>Sommet</sub>

SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

### Application des dispositions

Si une intervention empiète sur deux zones, les normes les plus sévères doivent être appliquées.

Pour une intervention située partiellement dans une zone de contraintes, les normes s'appliquent même si la résidence se situe majoritairement en secteur non zoné.

Dans le cas d'une intervention située à l'extérieur d'une zone de contraintes, aucune norme n'est appliquée, même si une partie du terrain est touchée par le zonage.

### Intervention soumise à l'application d'une marge de précaution

Si l'intervention est soumise à l'application d'une marge de précaution, celle-ci doit être mesurée sur le terrain à partir du sommet ou de la base du talus.

Dans la zone RA1, si l'intervention est soumise à l'application d'une marge de précaution, celle-ci doit être mesurée à partir du sommet du talus de la zone NA2 le plus près.

Lorsque la donnée topographique de la ville permet de désigner clairement le sommet et la base du talus, les limites du terrain et la position des bâtiments, il n'est pas nécessaire de faire de détermination sur le terrain. Cette disposition s'applique aussi lorsqu'un arpenteur est tenu de réaliser un plan d'implantation en vertu des règlements, auquel cas son plan doit déterminer la position du sommet et de la base du talus et le dénivelé.

Dans le cas des zones N, les marges de précaution suivantes s'appliquent aux projets, lorsqu'indiqués aux tableaux 7-11 et 7-12 de l'annexe 4 du présent chapitre :

- Base du talus :
  - Talus d'une hauteur égale ou inférieure à 40 mètres : la marge de précaution est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres;
  - Talus d'une hauteur supérieure à 40 mètres : la marge de précaution est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 60 mètres.
- Sommet du talus :
  - La marge de précaution est égale à deux fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres.



### ***Les dispositions relatives au cadre normatif général***

#### **Les normes applicables aux interventions projetées selon leur localisation**

Les tableaux 7-11 et 7-12 de l'annexe 4 du présent chapitre indiquent les normes applicables selon l'usage, le type d'intervention projetée et la localisation dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain.

#### **Changement d'usage ou ajout d'un usage**

L'ajout d'un usage indiqué ci-après est interdit dans le talus et dans les bandes de protection lorsque spécifié aux tableaux 7-11 et 7-12 de l'annexe 4 du présent chapitre :

- Garderie;
- École, service scolaire et préscolaire;
- Résidence pour personnes âgées;
- Résidence ou services d'aide divers aux personnes (maison d'accueil pour personnes en difficulté, ressources intermédiaires, aide aux personnes handicapées, etc.);
- Les établissements hôteliers;
- Service de loisirs ou d'activités culturelles;
- Usage stratégique en lien avec la sécurité publique (poste de police, caserne de pompier, garage pour les ambulances, centre d'urgence, centre de coordination de la sécurité civile, etc.).

L'ajout de logement est interdit dans les zones de contraintes sauf dans les cas suivants :

- Usage résidentiel de faible et de moyenne densité;
- Conversion d'un usage sensible ou de la conversion d'un local existant (non résidentiel) dans une zone qui n'autorise que les usages résidentiels.

### *Les dispositions relatives aux droits acquis*

Les constructions, ouvrages et usages existants énumérés aux tableaux 7-11 et 7-12 de l'annexe 4 du présent chapitre, ou assimilables à celui-ci, qui ne respectent pas les dispositions du présent règlement deviennent dérogatoires et demeurent protégés par droit acquis. Cependant, en cas de reconstruction, les conditions suivantes s'appliquent :

1. Si un bâtiment principal, un bâtiment accessoire ou un bâtiment agricole est détruit par un sinistre (incendie ou autre) à moins de 50 % de leur valeur au rôle, ce bâtiment pourra être rénové ou réparé si aucune modification n'est apportée à la fondation, la hauteur, la superficie et la localisation.
2. Si un bâtiment principal, un bâtiment accessoire ou un bâtiment agricole situé en sommet de talus est détruit ou démoli à plus de 50 %, ce bâtiment pourra être reconstruit sur le même emplacement dans la mesure où un avis géotechnique est produit à l'appui de la demande selon la deuxième famille d'expertise. Dans le cas où la fondation est maintenue sur place, aucune expertise géotechnique n'est nécessaire. Cette disposition s'applique aussi à un bâtiment qui est situé dans la partie sommitale d'un talus sans cours d'eau à la base, dont le segment de pente a une inclinaison entre 8 et 14 degrés.
3. Si un bâtiment principal est détruit par un glissement de terrain, ou dans tout autre cas de modification ou de reconstruction, les interventions devront respecter les normes décrites aux tableaux 7-11 et 7-12 de l'annexe 4 du présent chapitre.

### ***Les dispositions relatives à l'expertise géotechnique***

Chacune des interventions interdites dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain peut être permise à la condition expresse qu'un avis technique ou une étude géotechnique (si requise) soit produit conformément à la présente sous-section. Les tableaux 7-13 et 7-14 de l'annexe 4 du présent chapitre indiquent les exigences quant au contenu de l'expertise géotechnique selon les types d'interventions projetées. Cependant, la zone RA1<sub>Base</sub> est sujette à des dispositions transitoires, prescrites à la sous-section « Dispositions transitoires pour les zones RA1<sub>Base</sub> ».

L'expertise géotechnique doit porter sur le site concerné par l'intervention envisagée et sur les talus à proximité qui peuvent être influencés par l'intervention. Si l'intervention implique une modification aux talus, une étude géotechnique est requise.

L'expertise géotechnique doit conclure sur la stabilité actuelle du site et des effets de l'intervention projetée sur la stabilité du site, le tout tel que stipulé au tableau 7-13 de l'annexe 4 du présent chapitre. De plus, elle doit contenir, au besoin, des recommandations sur les travaux requis pour assurer la stabilité du site et les mesures préventives pour la maintenir.

### **Validité de l'expertise géotechnique**

L'expertise est valable pour la durée suivante :

- 1 an après sa production pour les travaux de protection contre les glissements de terrain situés en bordure d'un cours d'eau;
- 5 ans après sa production pour toutes les autres interventions.

Dans le cas où la réalisation d'une intervention (par exemple, la construction d'un bâtiment) est conditionnelle à la réalisation des travaux de protection contre les glissements de terrain, les travaux et l'autre intervention projetée doivent faire l'objet de deux permis distincts. Ceci vise à s'assurer que la réalisation des travaux de protection contre les glissements précède la réalisation des autres interventions. De plus, un certificat de conformité doit être émis par l'ingénieur à la suite de la réalisation de travaux de protection contre les glissements de terrain.

***Les dispositions relatives au certificat de conformité***

La Ville de Saguenay exige qu'un certificat de conformité soit déposé par l'ingénieur lorsque des travaux sont requis pour maintenir la stabilité d'un talus. Cette mesure permet à la Ville de s'assurer que les travaux ont été exécutés selon les recommandations contenues dans le rapport préparé par l'ingénieur. Le certificat est exigé seulement lorsque l'ingénieur précise comment réaliser les travaux et non lorsqu'il fait état des précautions à prendre pour maintenir la stabilité d'un talus.

***Les dispositions transitoires pour les zones RA1<sub>Base</sub>***

Nonobstant toute autre section, les interventions suivantes dans les zones RA1<sub>Base</sub> : bâtiment principal, usage sans bâtiment ouvert au public et lotissement destiné à recevoir un bâtiment ou un usage sans bâtiment ouvert au public dans une zone exposée aux glissements de terrain, ne peuvent être permises sur production d'une expertise géotechnique, et ce, jusqu'à ce que des travaux de stabilisation, ayant pour effet d'éliminer le danger d'être heurté par des débris de glissements fortement rétrogressifs, aient été effectués.

Par la suite, des permis pourront être émis pour la construction de bâtiment principal, pour les usages sans bâtiment ouvert au public et pour le lotissement, conformément à toutes les autres dispositions de la présente section sur les dispositions applicables aux zones de contraintes relatives aux glissements de terrain.

## **Les zones ou secteurs à contraintes de décrochement des parois rocheuses**

Le document complémentaire reprend les dispositions du règlement de contrôle intérimaire VS-R-2004-40 et ses modifications ayant pour objet de localiser les zones à risques de décrochement des parois rocheuses sur le territoire de la ville de Saguenay.

Les présentes dispositions s'appliquent aux zones et aux secteurs à contraintes de décrochement des parois rocheuses localisés en aux cartes 7-13 à 7-16 reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre.

### ***Les dispositions applicables aux zones à risques de décrochement des parois rocheuses***

#### **Zones susceptibles d'être affectées par un décrochement des parois rocheuses**

Ces zones, après une étude effectuée par une firme d'ingénieurs spécialisés, ou par un spécialiste du gouvernement du Québec, montrent des risques de chutes de blocs. L'intérieur de ces zones, par la présence de nombreux blocs instables ou lâches de dimensions variables, représente un risque imminent où la chute de blocs est le plus probable.

À l'intérieur de ces zones identifiées aux cartes 7-13 à 7-16, reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre, sont interdits :

- Les nouvelles utilisations du sol;
- Les nouvelles constructions;
- Les demandes d'opérations cadastrales;
- Les morcellements de lots faits par aliénation.

#### **Zones pouvant hypothétiquement être affectées par des décrochements des parois rocheuses**

Cette zone correspond à une surface de terrain située à la base de parois rocheuses. Cette zone peut hypothétiquement être touchée par des chutes de blocs.

À l'intérieur de cette zone identifiée aux cartes 7-13 à 7-16 reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre, les constructions, usages et travaux sont permis si une étude géotechnique, réalisée par un ingénieur spécialisé, évalue les conditions actuelles des parois rocheuses.

L'étude doit statuer sur :

- Le degré de stabilité des parois rocheuses;
- Les mesures préventives à prendre pour maintenir la stabilité des parois rocheuses.

L'étude doit également confirmer :

- Que le l'infrastructure ou bâtiment prévu n'est pas menacé par un décrochement des parois rocheuses.

Enfin, l'étude doit faire état des recommandations suivantes :

- Les précautions à prendre et, le cas échéant, les travaux requis pour maintenir en tout temps les parois rocheuses et la sécurité de la zone d'étude.

## **Exceptions**

Les dispositions applicables ne visent pas :

- Les demandes d'opérations cadastrales nécessaires à une acquisition de terrain ou de lot pour la Ville ou un gouvernement;

- Les travaux de consolidation, de sécurisation ou d'aménagement de la paroi rocheuse, lorsque recommandés par un ingénieur spécialisé en la matière. Dans ce cas, ces travaux ne sont assujettis à aucune disposition d'un autre règlement d'urbanisme, mais nécessitent l'émission d'un permis si requis;
- Les travaux d'aménagement paysager, plantation d'arbres et arbustes;
- Les équipements d'utilités publiques pour la Ville ou un gouvernement;
- Les travaux d'entretien du site, lorsque recommandés par un ingénieur spécialisé en la matière.

### **Autres dispositions**

#### **Terrain construit chevauchant une zone susceptible d'être affectée par un décrochement des parois rocheuses**

Lorsqu'une partie d'un terrain a été cédée à un organisme public parce que cette partie de terrain est située dans une zone décrite aux cartes 7-13 à 7-16 reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre comme susceptible d'être affectée par un décrochement des parois rocheuses, le bâtiment principal existant et les usages accessoires existants situés sur la partie résiduelle du terrain bénéficient de droits acquis s'ils deviennent non conformes au règlement de zonage. Cette disposition s'applique mutatis mutandis pour un bâtiment principal et pour un usage accessoire dont la non-conformité a été aggravée.

Lorsqu'une partie d'un terrain a été cédée à un organisme public parce que cette partie de terrain est située dans une zone décrite aux cartes 7-13 à 7-16 reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre comme étant susceptible d'être affectée par un décrochement des parois rocheuses, les dimensions et la superficie résiduelle du terrain bénéficient de droit acquis si elles deviennent non conformes aux dispositions du règlement de lotissement. Cette disposition s'applique mutatis mutandis pour des terrains dont la non-conformité a été aggravée.

#### **Construction en bordure d'une future rue publique**

Une résidence située dans une zone susceptible d'être affectée par un décrochement des parois rocheuses identifiées aux cartes 7-13 à 7-16 reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre peut être localisée sur un terrain adjacent à une rue publique en construction pour laquelle la municipalité agit à titre de promoteur et, à ce titre, un permis de construction peut être émis.

Le terrain sur lequel doit être construite une nouvelle résidence à la suite de la démolition d'une résidence située dans une zone susceptible d'être affectée par un décrochement des parois rocheuses identifiées aux cartes 7-13 à 7-16 reproduites à l'annexe 5 du présent chapitre peut être adjacent à une rue publique en construction pour laquelle la Ville agit à titre de promoteur et, à ce titre, un permis de construction peut être émis.

## Les contraintes anthropiques

La Ville de Saguenay souhaite encadrer la cohabitation entre les usages sensibles et les contraintes de nature anthropique.

### *Les dispositions relatives aux réseaux de transport*

#### **Les dispositions relatives au bruit relié au réseau routier supérieur**

La réglementation devra comprendre des dispositions interdisant l'implantation d'usages sensibles à l'intérieur de l'isophone 55 dBA  $L_{eq, 24h}$  ou la permettant lorsque des mesures d'atténuation sont mises en place afin d'assurer un niveau de bruit extérieur égal ou inférieur à 55 dBA  $L_{eq, 24h}$ .

Pour se faire, les distances minimales à respecter entre le centre de la route et un nouvel usage sensible pour les tronçons visés sur le réseau routier supérieur sont celles présentées à l'annexe 7 du présent chapitre.

Cependant, il sera possible de ne pas observer ces normes de distances minimales si des mesures de mitigation sont prises afin d'assurer un niveau de bruit extérieur acceptable de 55 dBA  $L_{eq, 24h}$ . Le respect de ce niveau de bruit devra être attesté par le dépôt d'un rapport préparé par un professionnel qualifié en acoustique. Cette étude doit respecter les exigences suivantes :

- Comprendre une projection de la circulation sur un horizon de 10 ans;
- Comprendre une description de la méthodologie employée pour mesurer le climat sonore actuel du ou des usages sensibles visés. Cette méthodologie doit être basée sur le Guide de réalisation de l'inventaire du climat sonore situé à l'annexe 1 du devis de services professionnels de réalisation d'une étude d'impact sonore du MTQ;
- Comprendre une description générale des caractéristiques du modèle prévisionnel utilisé pour déterminer le climat sonore;
- Comprendre la délimitation actuelle de l'isophone à 55 dBA  $L_{eq, 24}$  en tenant compte du débit journalier moyen estival (DJME) et de la vitesse affichée. Le niveau sonore doit être mesuré sur le terrain à une hauteur de 1,5 m du niveau moyen du sol;
- Comprendre la délimitation projetée de l'isophone à 55 dBA  $L_{eq, 24}$  en tenant compte des mesures d'atténuation proposées, le cas échéant;

Le cas échéant, comprendre une description détaillée des mesures d'atténuation nécessaires afin de réduire le bruit ambiant extérieur.

Sont exclues :

- Tout usage compris dans un secteur construit (cadre bâti existant à la date d'entrée en vigueur du schéma d'aménagement) ou dans un développement ayant fait l'objet d'une planification acceptée (PAE, PIIA, Projet intégré, etc.) par la Ville de Saguenay avant l'entrée en vigueur du SADR;
- Un nouvel usage sensible dans une affectation agricole ou forestière;

Ces cas seront assujettis au respect du niveau sonore intérieur de 40 dBA  $L_{eq, 24h}$ .

#### **Les dispositions applicables aux chemins de fer**

La réglementation d'urbanisme devra comprendre des dispositions visant à diminuer les contraintes de bruit et de vibrations associés aux infrastructures de transport ferroviaires. Ces dispositions devront prendre la forme de zones de protections et de mesures de mitigation et devraient s'inspirer des lignes directrices applicables aux

nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires proposées par la Fédération canadienne des municipalités et l'Association des chemins de fer du Canada.



### ***Les dispositions relatives aux sites d'extraction de matières minérales***

La réglementation pourra reconnaître des sites d'extraction autorisés par les règlements d'urbanisme avant l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement et de développement révisé et la possibilité de reconnaître les sites existants disposant de droits acquis par un zonage approprié.

### **Les nouveaux sites d'extraction de matières minérales**

Le SADR ne vise que les substances minérales appartenant au domaine privé tel que décrit aux articles 4 et 5 de la Loi sur les mines (RLRQ, c. M-13.1) et ne vise pas l'extraction des substances minérales appartenant au domaine de l'État.

Conformément à l'article 246 de la Loi sur l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le jalonnement ou la désignation sur carte d'un claim, l'exploitation, la recherche, la mise en valeur ou l'exploitation de substances minérales qui appartiennent au domaine de l'État, faits conformément à la Loi sur les mines (RLRQ, c. M-13.1), sont autorisés.

Pour ce qui a trait à l'extraction de sable, gravier ou de pierre à construire qui se trouve sur des terres qui ont été concédées ou aliénées par l'État à des fins autres que minières avant le 1er janvier 1966, ou dans des terres où le droit aux substances minérales a été révoqué en faveur de l'État depuis le 1er janvier 1966, le droit aux substances minérales est abandonné au propriétaire du sol en vertu de l'article 5 de la Loi sur les mines.

Pour les nouveaux sites d'extraction de sable, de gravier, ou de pierre à construire qui n'appartiennent pas au domaine de l'État (comprenant les activités de transformation de l'exploitation) sur les terres privées, seuls les cas suivants peuvent être autorisés :

- À l'intérieur des périmètres urbains : les carrières, sablières et gravières temporaires reliées à un projet de mise en valeur et de développement d'un site;
- Dans la zone agricole permanente : les carrières, sablières et gravières temporaires pour aménager un terrain ou un ensemble de terrains à des fins agricoles;
- Dans la zone agricole permanente et la zone forestière :
  - Les exploitations sur une base temporaire lorsqu'elles sont associées à un projet de construction (route, barrage, etc.) et qu'il n'y a aucune exploitation autorisée ou qui peut être autorisée à une distance de route de camion de 5 kilomètres ou moins du chantier prévu;
  - Les exploitations lorsqu'elles se situent dans un environnement comprenant des activités similaires ou qu'elles répondent aux objectifs recherchés par la planification. Les sites devront se trouver dans une affectation industrielle identifiée au plan d'urbanisme et dans une zone industrielle identifiée au règlement de zonage.

L'implantation d'un nouveau site d'extraction de sable, de gravier ou de pierre à construire qui n'appartient pas au domaine de l'État (comprenant les activités de transformation de l'exploitation) sur les terres privées, doit respecter une distance minimale de 150 mètres pour une sablière et de 600 mètres pour une gravière ou une carrière, d'un usage sensible tel qu'une résidence, un établissement d'hébergement, d'enseignement ou de santé et de services sociaux. Selon le principe de réciprocité, l'implantation d'un nouvel usage sensible devra respecter les mêmes distances minimales d'un site d'extraction.

Dans le cas où le nouveau site ne respecte pas les distances minimales prescrites, des mesures de mitigation pourraient être acceptables afin d'assurer que les nuisances générées par l'activité d'extraction ne portent pas

atteinte à la qualité de vie des propriétaires voisins. Dans ce cas, une étude réalisée par un professionnel habilité devra être fournie.

Dans le cas de travaux visant l'aménagement d'un site pour une construction future, la réglementation déterminera le mode de gestion en vue d'assurer le respect des objectifs suivants :

- Les travaux doivent éviter les conflits avec l'utilisation du sol environnant;
- Les travaux doivent protéger l'intégrité du paysage fondamental et structurant de Saguenay;
- Les travaux doivent s'intégrer au paysage et au milieu bâti environnant;
- Des aménagements et des mesures d'atténuation devraient être mis en place pour diminuer les répercussions des travaux sur les usages et les personnes à proximité.

***Les dispositions relatives aux secteurs et infrastructures contraignantes***

La réglementation devra prévoir des mesures visant à assurer une cohabitation harmonieuse entre les usages sensibles et les secteurs industriels et certaines infrastructures contraignantes, notamment par des distances séparatrices minimales et par l'obligation de maintenir ou d'aménager une zone tampon aux limites d'un secteur industriel ou d'une infrastructure contraignante, lorsque cette limite est commune avec une zone ou un usage résidentiel ou public.

Un secteur industriel correspond aux secteurs dont l'affectation est grande industrie (GI), parc industriel (PI), secteur industriel mixte (SIM), espace spécialisé aéroportuaire (ESA) et espace spécialisé portuaire (ESP).

Les infrastructures contraignantes sont celles relatives à la gestion des matières résiduelles.

## Les dispositions relatives à la zone agricole permanente

L'application et l'administration des dispositions relatives à la cohabitation entre les utilisations agricoles et non agricoles sont confiées à l'inspecteur en bâtiment dûment assermenté.

### *Modalités administratives concernant les demandes de permis et d'autorisation*

#### **Demande de permis et de certificat d'autorisation**

Quiconque désire effectuer des travaux de construction, d'agrandissement d'une installation d'élevage ou augmenter le nombre d'unités animales d'une installation d'élevage existante doit, au préalable, obtenir de l'inspecteur en bâtiment, un permis ou un certificat.

Toute demande de permis ou certificat doit être présentée à l'inspecteur en bâtiment et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- Plan de localisation du projet par rapport aux immeubles protégés, aux périmètres d'urbanisation, à une source d'eau potable municipale ou communautaire et à une habitation, réalisé par un professionnel habilité;
- Le nombre d'unités animales actuelles et prévues et les distances séparatrices applicables identifiées par un professionnel habilité.

### **Les conditions applicables à un usage secondaire agricole et forestier**

#### **A – Conditions générales applicables à un usage secondaire**

- 1) Seule une personne physique ou une société d'exploitation agricole dont la principale occupation est l'agriculture peuvent exercer un usage secondaire. Les usages secondaires doivent cesser lorsque la principale occupation de la personne physique ou de la société d'exploitation agricole n'est plus l'agriculture;
- 2) L'usage secondaire doit rester secondaire à une activité agricole principale;
- 3) L'exploitant de l'usage secondaire doit être le même que l'exploitant de l'entreprise agricole;
- 4) L'usage secondaire est situé sur le site principal de l'exploitation agricole;
- 5) Un usage secondaire peut être exercé dans un bâtiment ou à l'extérieur;
- 6) Il est possible d'avoir plusieurs usages secondaires;
- 7) Tout kiosque ou comptoir servant à la vente doit être situé à au moins 3 mètres de toute ligne de lot.

#### **B - Conditions particulières applicables aux usages agrotouristiques**

- 1) Lorsque l'hébergement est offert sur place, un maximum de cinq chambres est autorisé;
- 2) Lorsque des repas sont offerts à la ferme dans le cadre d'une activité agrotouristique saisonnière (autre qu'une table champêtre), ils sont élaborés principalement à partir des produits de la ferme et des produits régionaux;
- 3) Pour une table champêtre, un maximum de 30 places est permis pour la clientèle.

#### **C – Conditions particulières applicables aux usages artisanaux de fabrication des boissons ou des aliments destinés à la consommation humaine ou animale et les usages de distribution de produits alimentaires, de boissons et de tabac**

- 1) Ces usages doivent découler et être en continuité avec les activités agricoles principales;
- 2) Ces usages comportent un personnel de moins de dix personnes;
- 3) Ces usages occupent une superficie de plancher n'excédant pas 280 mètres carrés;

- 4) Ces usages possèdent parfois un poste de vente; la superficie de ce poste et l'aire d'entreposage doivent être incluses dans la superficie maximale de 280 mètres carrés;
- 5) Ces usages ne comportent aucun entreposage extérieur.

#### **D – Abri sommaire**

Pour les activités forestières, un seul abri sommaire peut être construit sur un lot ou un ensemble de lots boisés d'une superficie minimale de 10 hectares, d'une superficie au sol n'excédant pas 20 mètres carrés.

L'abri sommaire doit être implanté :

- À 50 mètres de la limite d'une voie de circulation et être non visible de la voie de circulation;
- À 25 mètres de toute limite de propriété;
- À 100 mètres de toute habitation.

#### **E – Scieries artisanales**

Les scieries artisanales sont autorisées à l'intérieur de la zone agricole permanente à la condition que la superficie de terrain soit de plus de 10 hectares.

Une scierie artisanale doit respecter les marges suivantes :

- À 50 mètres de la limite d'une voie de circulation et être non visible de la voie de circulation;
- À 25 mètres de toute limite de propriété;
- À 100 mètres de toute habitation.

### Détermination des distances séparatrices

Les projets suivants doivent respecter les paramètres concernant la détermination des distances séparatrices par rapport à une maison d'habitation, un immeuble protégé identifié au tableau 7-7 et un périmètre d'urbanisation :

- Construction d'une nouvelle installation d'élevage ou agrandissement d'une installation d'élevage;
- Construction ou agrandissement d'un lieu d'entreposage des engrais de ferme ou d'une aire d'alimentation extérieure;
- Augmentation du nombre d'unités animales ou remplacement total ou partiel de types d'animaux.

**TABLEAU 7-7 | Immeuble protégé**

Secteur	Immeuble
La Baie	4715, boulevard de la Grande-Baie Sud – Hôtel, motel et auberge
	4855, boulevard de la Grande-Baie Sud – Chalet du centre de ski
	6295, boulevard de la Grande-Baie Sud – Hôtel, motel et auberge
	4002, chemin de la Grande-Anse – Lieu d'assemblé pour les loisirs (Centre du Cap-à-l'Ouest)
	851, 4 <sup>e</sup> Rue – Club de golf (bâtiment principal)
	822, route de l'Anse-à-Benjamin – Club de Yatch
Laterrière	5073, boulevard Talbot – Parc municipal
	6243, chemin Saint-Henri – Domaine Laterrière
Chicoutimi	1571, boulevard Saint-Jean-Baptiste – Club de golf (bâtiment principal)
	3312, boulevard Saint-Jean-Baptiste – École élémentaire
	Parc de la Rivière-du-Moulin (bâtiment principal)
	2294, rang Saint-Pierre – Parc municipal
	3323, boulevard Saint-Paul – Piste de course (bâtiment principal)
	2743, boulevard Talbot – Club de golf (bâtiment principal)
	3665, boulevard Talbot – Hôtel, motel
Jonquière	4937, boulevard du Royaume – Centre d'accueil (maison de repos)
	5820, chemin Saint-André – Église
	4885, chemin Saint-Benoit – Club de ski de fond (bâtiment principal)
Shipshaw	6000, route Jean – Domaine La Légende

SOURCE : VILLE DE SAGUENAY

### Installations d'élevage

Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F, et G présentés à l'annexe 6 du présent chapitre. Ces paramètres se définissent comme suit :

- **Le paramètre A** correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B.
- **Le paramètre B** est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau figurant la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.
- **Le paramètre C** est celui du potentiel d'odeur. Le tableau présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause.
- **Le paramètre D** correspond au type de fumier. Le tableau fournit la valeur de ce paramètre au regard du mode de gestion des engrais de ferme.

- **Le paramètre E** renvoie au type de projet. Lorsqu'une unité d'élevage aura bénéficié de la totalité du droit de développement que lui confère la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, c.P-41.1) ou pour accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, elle pourra bénéficier d'assouplissements au regard des distances séparatrices applicables, sous réserve du contenu du paramètre E jusqu'à un maximum de 225 unités animales.
- **Le paramètre F** est le facteur d'atténuation. Il permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée.
- **Le paramètre G** est le facteur d'usage. Il est établi en fonction du type d'unité de voisinage considéré.

### Lieux d'entreposage des engrais de fermes situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Lorsque des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'installation d'élevage, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 m<sup>3</sup>. Par exemple, la valeur du paramètre A dans le cas d'un réservoir d'une capacité de 1 000 m<sup>3</sup>, correspond à 50 unités animales. Une fois établie cette équivalence, il est possible, à l'aide du tableau 7-16 présenté à l'annexe 6 du présent chapitre, de déterminer la distance de base correspondante. La formule multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G peut alors être appliquée.

### Épandage des engrais de ferme

Le tableau 7-8 porte sur les distances séparatrices applicables en matière d'épandage sur l'ensemble du territoire de la ville de Saguenay.

**TABLEAU 7-8** | Distance requise de toute maison d'habitation, d'un immeuble protégé et d'un périmètre d'urbanisation<sup>6</sup>

Type	Mode d'épandage		Distance requise (m)	
			du 15 juin au 15 août	Autre temps
Lisier	Aéroaspersion (citerne)	Lisier laissé en surface + de 24 hrs	75	25
		Lisier incorporé en – de 24 hrs	25	x <sup>7</sup>
	Aspersion	Par rampe	25	x
		Par pendillard	x	x
Fumier	Incorporation simultanée		x	x
	Frais, laissé en surface + de 24 hrs		75	x
	Frais, incorporé en – de 24 hrs		x	x
	Compost		x	x

### Installations d'élevage à forte charge d'odeur

Est considéré comme un élevage à forte charge d'odeur une installation d'élevage ou un ensemble d'installations d'élevage ayant un coefficient d'odeur supérieur ou égal à 1,0 tel que présenté au tableau 7-17 (paramètre C) et énuméré ci-dessous :

- Élevage de porcs (suidés);

Malgré les dispositions précédentes, les dispositions de distance séparatrice qui s'appliquent pour une installation d'élevage ou un ensemble d'installations d'élevage à forte charge d'odeur en mode de gestion des déjections

<sup>6</sup> Aucune distance séparatrice n'est requise pour les zones inhabitées d'un périmètre d'urbanisation

<sup>7</sup> x = Épandage permis jusqu'aux limites du champ de l'exploitation agricole

animales sous forme liquide (lisiers) sont de 900 mètres d'un périmètre d'urbanisation. L'application de ces distances n'amènent pas de contraintes aux activités déjà existantes.

**Reconstruction, à la suite d'un sinistre, d'un bâtiment d'élevage dérogatoire aux distances séparatrices, protégé par des droits acquis**

Toute reconstruction ou réfection de tout bâtiment d'élevage dérogatoire aux distances séparatrices protégées par droit acquis détruit à la suite d'un incendie ou par quelque autre cause, à plus de 50 % de sa valeur, est autorisée sur le même terrain, dans un délai de 12 mois après la destruction, si le nouveau bâtiment respecte les marges prescrites au présent règlement et améliore au maximum la situation antérieure en ce qui a trait à la cohabitation harmonieuse avec les usages avoisinants.

Un délai de 12 mois supplémentaires est accordé lorsque le rapport des assurances n'a pas été déposé dans les premiers 12 mois.

Le droit acquis s'éteint si le propriétaire n'a pas amorcé la reconstruction dans un délai d'une année après le dépôt du rapport des assurances.

Un bâtiment agricole qui déroge aux distances séparatrices ne peut être utilisé pour une nouvelle installation d'élevage à forte charge d'odeur.

**Disposition relative aux plans d'implantation et d'intégration architecturale et au zonage de production**

Dans la zone agricole permanente, la réglementation d'urbanisme devra prévoir une disposition assurant qu'un règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale ne peut être utilisé pour interdire un usage agricole ou pour contrôler le développement des entreprises agricoles. De même, aucune mesure de contingentement des installations d'élevage en zone agricole ne peut être appliquée.



## La stratégie de participation citoyenne



### Les objectifs de la stratégie

Dans son processus de révision de ses documents de planification, la Ville de Saguenay désire consulter les citoyens, les organismes, les entreprises et les partenaires présents sur son territoire, et ce, en amont, afin de :

#### *L'objectif principal*

- Informer et sensibiliser la communauté sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme et les outils de planification et de gestion du territoire.

#### *Les objectifs spécifiques*

- Impliquer la population dans le développement d'un énoncé de vision stratégique (voir la définition ici-bas) qui répond aux attentes de la collectivité pour Saguenay en 2035;
- Doter la Ville de Saguenay d'une vision rassembleuse et mobilisatrice, issue des préoccupations du milieu;
- Définir des grandes orientations de développement découlant des besoins du milieu, et ce, pour chacun des thèmes identifiés;
- Connaître les priorités de la communauté au regard des éléments de planification et de développement du territoire afin d'alimenter la réflexion autour d'un plan d'action et de mise en œuvre;
- Maximiser les connaissances du milieu par la consultation de la population au sujet de différents éléments stratégiques en lien avec la planification et la gestion du territoire;
- Connaître les enjeux et les problématiques vécus par la communauté.

#### *Les objectifs transversaux*

- Adopter une culture de participation citoyenne à la Ville de Saguenay, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;
- Connaître, en amont, les difficultés, enjeux ou problématiques du territoire par les intervenants des différents domaines;
- Renforcer le sentiment d'appartenance et l'identité territoriale de Saguenay.

## La structure de la stratégie

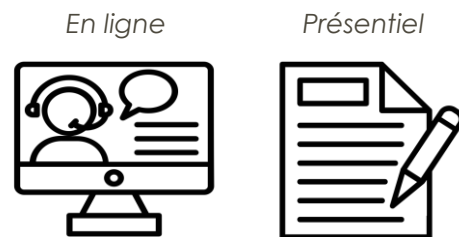
La stratégie de participation citoyenne comprend plusieurs étapes qui s'insèrent dans la planification de la démarche globale de révision des outils de planification du territoire. À chaque étape de la démarche globale, des activités de participation citoyenne sont prévues. Certaines activités de phases différentes peuvent se dérouler en simultané. Il y a quatre phases majeures à la révision des documents de planification :

- Phase 1 : La vision stratégique de développement
- Phase 2 : Le schéma d'aménagement et de développement
- Phase 3 : Le plan d'urbanisme
- Phase 4 : Les règlements d'urbanisme

À chacune de ces phases, en plus des consultations publiques prévues à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (A-19.1), la Ville de Saguenay prévoit des activités visant l'information, la consultation et la participation de la population. Celles-ci varient en fonction de critères tels que le temps disponible, le nombre de participants, les éléments de consultation, le type d'information recherchée, etc. Pour ce faire, la Ville a utilisé des activités et des modalités de fonctionnement qui ont permis de recueillir le maximum de commentaires et qui ont favorisé l'expression de tous afin d'identifier tous les points de vue.

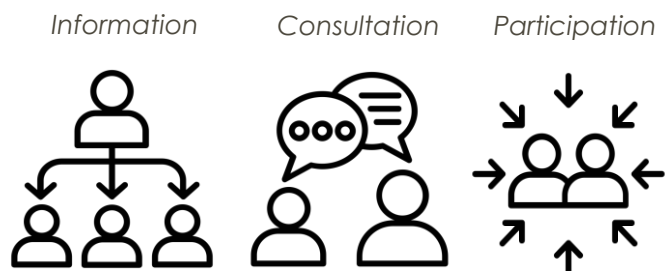
### Les modes de consultation

Afin de faciliter l'expression de tous, deux modes de consultation seront utilisés : les activités en présentiel et les activités en ligne. Le mode **en présentiel** pourra prendre la forme d'assemblée publique, de focus-group, d'atelier de travail, etc. et sera dispersé sur le territoire. Le mode **en ligne** permettra de recueillir l'opinion de la population à travers divers outils par le biais de la page web de la démarche à l'adresse [batissons.saguenay.ca](http://batissons.saguenay.ca).



### Le niveau d'implication

Les activités qui seront proposées se regroupent en trois niveaux d'implication : l'information, la consultation et la participation. Les mesures d'**information** se rapportent à la production et à la communication d'informations au bénéfice des personnes intéressées. Les mesures de **consultation** permettent aux personnes



intéressées de poser des questions ou de faire des observations, notamment en exprimant des préoccupations, des attentes ou des opinions et en formulant des suggestions. Les mesures de **participation** visent à engager activement les personnes intéressées et à leur reconnaître la possibilité de fournir un apport dans le processus décisionnel relatif à un acte, et ce, dans le contexte d'une interaction entre les personnes intéressées, les représentants de la municipalité et tout autre intervenant (fiches de participation publique, MAMH).

## Les activités de participation publique

### Phase 1 : La vision stratégique de développement

Les activités de participation publique de la phase 1 visant la définition d'une vision stratégique de développement se sont déroulées d'avril à juin 2019, en collaboration avec la firme de consultants Convercity, spécialisée dans l'organisation d'activités participatives en lien avec l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. La stratégie de participation citoyenne Saguenay 2035 a été lancée avec la mise en ligne d'une page de projet concernant la révision du schéma sur le site de consultation de la Ville de Saguenay, [batissons.saguenay.ca](http://batissons.saguenay.ca). La liste des activités est présentée au tableau 7-9 ci-dessous. Pour plus de détails concernant ces activités, vous trouverez le rapport de consultation à l'annexe 1 du chapitre 8 | Annexes.

**TABEAU 7-9 | Liste des activités de participation publique pour la phase 1**

Date	Activité	Nombre de participants
9 au 28 avril	Sondage en ligne	679
8 mai	Atelier participatif avec le comité de suivi	6
13 mai	Atelier participatif-arrondissement de Jonquière	15
15 mai	Atelier participatif-arrondissement de Chicoutimi	29
15 mai	Atelier avec les partenaires stratégiques	25
16 mai	Atelier participatif-arrondissement de La Baie	16
17 mai	Comité citoyen témoin	5
11 juin	Atelier participatif avec le conseil municipal et le comité de suivi	12
25 juin	Dépôt du rapport final	-


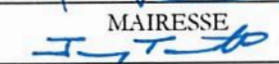
### Phase 2 : Le schéma d'aménagement et de développement

Les activités de participation publique de la phase 2 visant les éléments de contenu du schéma d'aménagement et de développement révisé se sont déroulées de l'été 2019 à l'hiver 2020. Parmi celles-ci, le comité de travail, en collaboration avec la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec, a procédé à une tournée de consultation auprès des ministères et organismes concernés par la révision du schéma d'aménagement, des ateliers participatifs avec le comité de suivi ont eu lieu, ainsi que des consultations citoyennes à la suite de l'adoption du second projet de SADR, tel que présenté au tableau 7-10. Pour plus de détails concernant ces activités, vous trouverez le rapport de consultation à l'annexe 1 du chapitre 8 | Annexes.

**TABEAU 7-10 | Liste des activités de participation publique pour la phase 2**

Date	Activité	Nombre de participants
4 juillet au 31 août	Rencontre avec les ministères et organismes gouvernementaux	15 ministères
août à novembre	Ateliers participatifs avec le comité de suivi (orientations et objectifs)	5 ateliers
	Consultations publiques sur le 2 <sup>e</sup> projet de SADR	

PASSÉ ET ADOPTÉ, tel que ci-dessus mentionné, en séance présidée par la mairesse.

  
 MAIRESSE  
  
 ASSISTANT-GREFFIER




## Annexes

---

### Annexe 1 – Identification des zones inondables





Légende

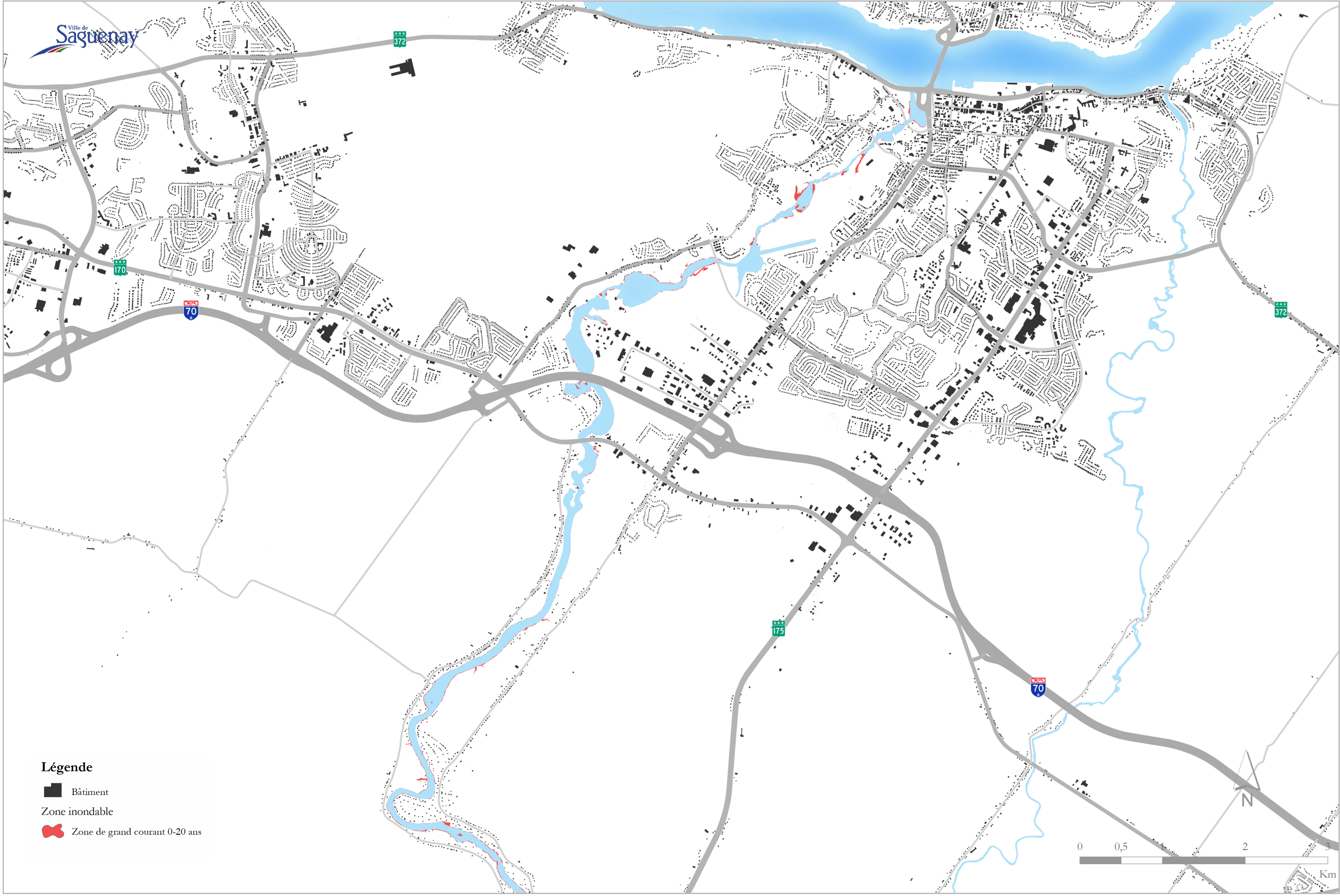
-  Bâtiment
-  Zone inondable
-  Zone de grand courant 0-20 ans





Légende

-  Bâtiment
- Zone inondable
-  Zone de grand courant 0-20 ans



Légende



Bâtiment

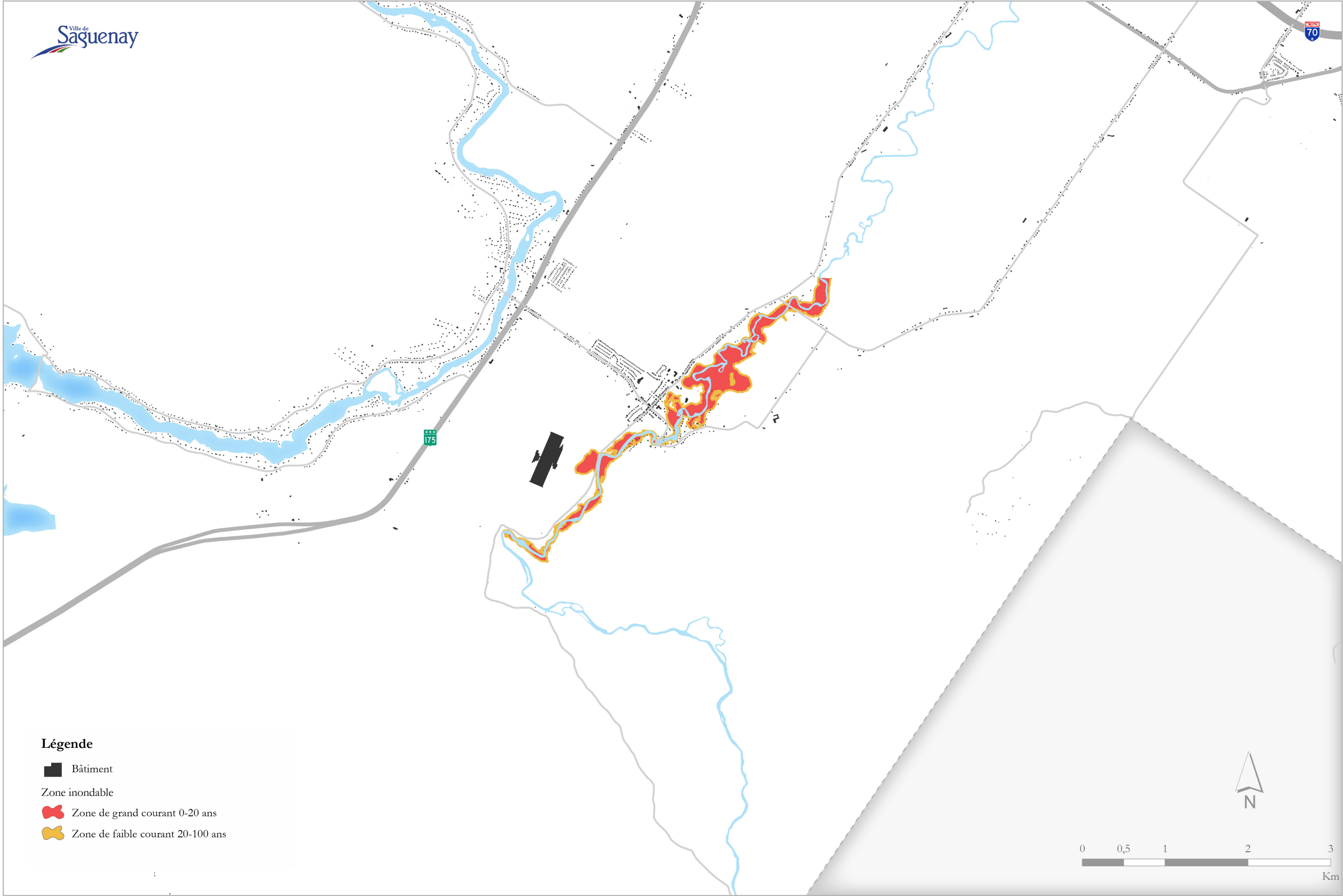
Zone inondable



Zone de grand courant 0-20 ans







Légende

- Bâtiment
- Zone inondable
  - Zone de grand courant 0-20 ans
  - Zone de faible courant 20-100 ans



Légende



Bâtiment

Zone inondable




Zone de grand courant 0-20 ans




Zone de faible courant 20-100 ans




**Légende**


 Bâtiment

Zone inondable
 


 Zone de grand courant 0-20 ans


 Zone de faible courant 20-100 ans







## Annexe 2 - Partie de la rivière du Moulin soumise à des mesures particulières de protection






Légende


-  Bâtiment
-  Bande riveraine de 3m
-  Bande riveraine de 5m
-  Ligne des hautes eaux


### Annexe 3 – Aires d'alimentation et de protection des puits municipaux

### Légende

 Site de prélèvement

Aire de protection

 Immédiate (Vulnérabilité : donnée non disponible)

 Intermédiaire (Vulnérabilité : donnée non disponible)

 Éloignée (Vulnérabilité : donnée non disponible)

0 0,5 1 2  
Km



Site de prélèvement

Aire de protection

- Immédiate (Vulnérabilité : élevée)
- Bactériologique (Vulnérabilité : élevée)
- Virologique (Vulnérabilité : élevée)
- Éloignée (Vulnérabilité : élevée)

Légende

- Site de prélèvement
- Aire de protection
- Immédiate (Vulnérabilité : donnée non disponible)
  - Intermédiaire (Vulnérabilité : donnée non disponible)
  - Éloignée (Vulnérabilité : donnée non disponible)



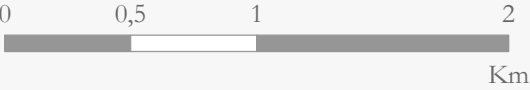
Légende

Site de prélèvement

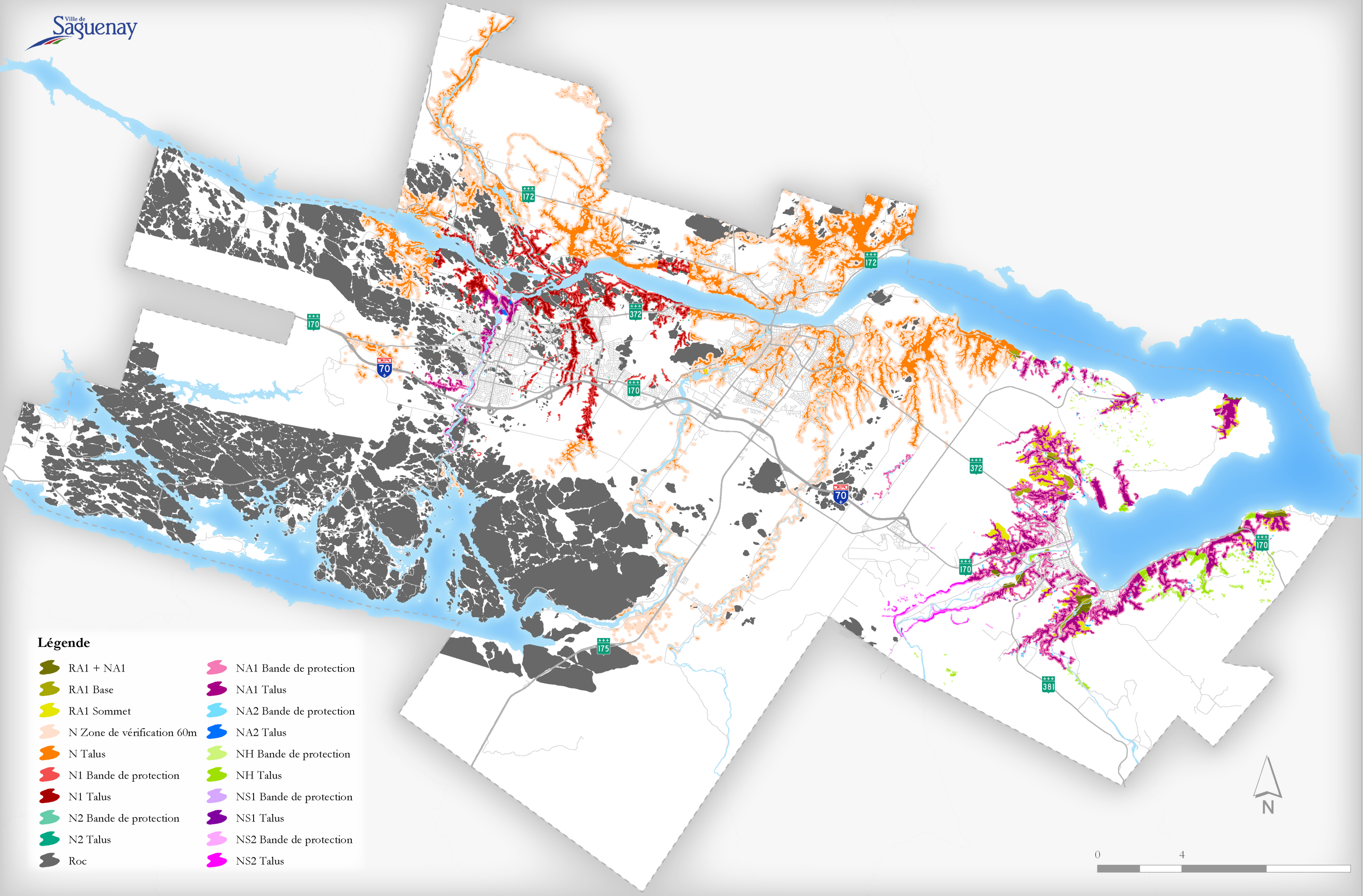
Aire de protection

- Immédiate (Vulnérabilité : élevée)
- Bactériologique (Vulnérabilité : élevée)
- Virologique (Vulnérabilité : élevée)
- Éloignée (Vulnérabilité : élevée)

PWL-1 PWL-2

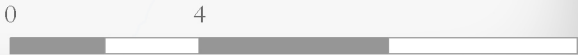


## Annexe 4 – Les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain



Légende

- |  |   |
|--|---|
|  RA1 + NA1                  |  NA1 Bande de protection |
|  RA1 Base                   |  NA1 Talus               |
|  RA1 Sommet                 |  NA2 Bande de protection |
|  N Zone de vérification 60m |  NA2 Talus               |
|  N Talus                    |  NH Bande de protection  |
|  N1 Bande de protection     |  NH Talus                |
|  N1 Talus                   |  NS1 Bande de protection |
|  N2 Bande de protection     |  NS1 Talus               |
|  N2 Talus                   |  NS2 Bande de protection |
|  Roc                        |  NS2 Talus               |





**TABEAU 7-11** | Normes applicables à l'usage résidentiel de faible et moyenne densité

Chacune des interventions visées par le cadre normatif est interdite dans les parties de zone de contraintes précisées au tableau ci-dessous. Les interdictions peuvent être levées conditionnellement à la production d'une expertise géotechnique répondant aux exigences établies aux tableaux 7-13 et 7-14.

Malgré la présence d'une zone R sur la cartographie, une vérification est requise et les normes des zones N, N1 et N2 peuvent s'appliquer.

Si l'intervention nécessite des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes établies à cet effet doivent être appliquées.

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ</b> (unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale) note 1							
BÂTIMENT PRINCIPAL › Construction › Reconstruction à la suite d'un glissement de terrain	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
BÂTIMENT PRINCIPAL › Reconstruction à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, ne nécessitant pas la réfection des fondations (même implantation)	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme	Aucune norme
BÂTIMENT PRINCIPAL › Agrandissement équivalent ou supérieur à 50% de la superficie au sol › Déplacement sur le même lot rapprochant le bâtiment du talus › Reconstruction à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur une nouvelle implantation rapprochant le bâtiment du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ (unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale) - SUITE</b>							
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL</b> › Déplacement sur le même lot ne rapprochant pas le bâtiment du talus › Reconstruction à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur la même implantation ou sur une nouvelle implantation ne rapprochant pas le bâtiment du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL</b> › Agrandissement inférieur à 50% de la superficie au sol et rapprochant le bâtiment du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois et demie (1½) la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est d'une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	› Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est d'une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL</b> › Agrandissement inférieur à 50% de la superficie au sol et ne rapprochant pas le bâtiment du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ (unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale) - SUITE</b>							
BÂTIMENT PRINCIPAL › Agrandissement inférieur ou égal à 3 mètres mesuré perpendiculairement à la fondation existante et rapprochant le bâtiment du talus note 2	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit : › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme
BÂTIMENT PRINCIPAL › Agrandissement par l'ajout d'un 2 <sup>ème</sup> étage	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 3 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 3 mètres	Aucune norme
BÂTIMENT PRINCIPAL › Agrandissement en porte-à-faux dont la largeur mesurée perpendiculairement à la fondation du bâtiment est supérieure ou égale à 1,5 mètre	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Aucune norme	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 20 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 20 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Aucune norme	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sup>Sommet</sup> RA1 <sup>Base</sup>
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ (unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale) - SUITE</b>							
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL</b> › Réfection des fondations	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet de talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet de talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Aucune norme
<b>BÂTIMENT ACCESSOIRE ET PISCINES - USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ (unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale)</b>							
<b>BÂTIMENT ACCESSOIRE note 3</b> › Construction › Reconstruction › Agrandissement › Déplacement sur le même lot › Réfection des fondations	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution de 10 mètres au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution de 5 mètres au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet de talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans une marge de précaution de 5 mètres au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
<b>BÂTIMENT ACCESSOIRE ET PISCINES - USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ (unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale) - SUITE</b>							
PISCINE HORS TERRE note 4, RÉSERVOIR DE 2000 LITRES ET PLUS, HORS-TERRE, BAIN À REMOUS DE 2000 LITRES ET PLUS, HORS-TERRE › Implantation	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 3 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 3 mètres	Aucune norme
PISCINE HORS TERRE SEMI-CREUSÉE note 5, BAINS À REMOUS DE 2000 LITRES ET PLUS, SEMI-CREUSÉ › Implantation › Remplacement	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum de 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 3 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum de 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 3 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum de 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Aucune norme
PISCINE CREUSÉE, BAIN À REMOUS DE 2000 LITRES ET PLUS CREUSÉ, JARDIN D'EAU, ÉTANG OU JARDIN DE BAIGNADE › Implantation › Remplacement	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans la bande de protection à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Aucune norme



Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sup>Sommet</sup> RA1 <sup>Base</sup>
<b>INFRASTRUCTURES, TERRASSEMENT ET TRAVAUX DIVERS</b>							
<p>RACCORDEMENT D'UN RESEAU D'AQUEDUC OU D'EGOUT A UN BATIMENT EXISTANT</p> <p>CHEMIN D'ACCES PRIVE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation</li> <li>› Réfection</li> </ul> <p>MUR DE SOUTÈNEMENT DE PLUS DE 0,5 MÈTRE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation</li> <li>› Démantèlement</li> <li>› Réfection</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum de 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet de talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum de 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres à partir du sommet de talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum de 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	Aucune norme
<p>TRAVAUX DE REMBLAI note 6 (permanent ou temporaire)</p> <p>OUVRAGE DE DRAINAGE OU DE GESTION DES EAUX PLUVIALES (sortie de drain, puits percolant, jardin de pluie)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation</li> <li>› Agrandissement</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> </ul>	Aucune norme
<p>TRAVAUX DE DÉBLAI OU D'EXCAVATION note 7 (permanent ou temporaire)</p>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
INFRASTRUCTURES, TERRASSEMENT ET TRAVAUX DIVERS - SUITE							
<p>COMPOSANTE D'UN OUVRAGE DE TRAITEMENT DES EAUX USEES (élément épurateur, champ de polissage, filtre à sable classique, puits d'évacuation, champ d'évacuation)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation</li> <li>› Réfection</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 20 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet de talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 20 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	Aucune norme
ABATTAGE D'ARBRES note 8	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	Aucune norme	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sup>Sommet</sup> RA1 <sup>Base</sup>
<b>LOTISSEMENT</b>							
LOTISSEMENT DESTINÉ À RECEVOIR UN BÂTIMENT PRINCIPAL À L'INTÉRIEUR D'UNE ZONE DE CONTRAINTES	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans le talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
<b>USAGES</b>							
USAGE SENSIBLE › Ajout ou changement dans un bâtiment existant	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Aucune norme	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
<b>TRAVAUX DE PROTECTION</b>							
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES GLISSEMENTS DE TERRAIN › Implantation › Réfection	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Ne s'applique pas
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE L'ÉROSION › Implantation › Réfection	Interdit : › Dans le talus › Dans la marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans la marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Ne s'applique pas

- Note 1 Le bâtiment principal comprend aussi toute annexe attachée (véranda, solarium, abri d'auto...), mais exclue les terrasses et les galeries, avec ou sans toit, mais ouvertes dans les deux cas. Sont aussi exclus, la modification d'un abri d'auto en garage (dans le cas où aucun agrandissement n'est fait), l'installation d'une plate-forme élévatrice ou d'une rampe pour personne à mobilité réduite. Les remblais et déblais nécessaires restent assujettis.
- Note 2 Les agrandissements dont la longueur mesurée perpendiculairement à la fondation du bâtiment est égale ou inférieure à 3 mètres et qui s'éloignent du talus sont permis.
- Note 3 N'est pas visé par le cadre normatif : un bâtiment accessoire d'une superficie de 15 mètres carrés et moins ne nécessitant aucun remblai au sommet du talus ou aucun déblai ou excavation dans le talus. Sont également exclues de l'application du cadre normatif les constructions accessoires suivantes : gloriette temporaire (aussi appelés gazebos, abris de jardin, pavillons, tonnelles temporaires) abris d'auto temporaires, appentis, auvent, marquise, avant-toit, patio, terrasse, galerie, balcon, pergola, perron, clôture.
- Note 4 N'est pas visé par le cadre normatif : le remplacement d'une piscine hors terre existante effectuée dans un délai d'un an, implantée au même endroit et possédant les mêmes dimensions que la piscine existante.
- Note 5 N'est pas visée par le cadre normatif : dans la bande de protection au sommet du talus, une piscine semi-creusée dont plus de 50 % du volume est enfoui.
- Note 6 N'est pas visé par le cadre normatif : un remblai dont l'épaisseur est de moins de 30 cm suivant le profil naturel du terrain. Un remblai peut être placé en couches successives à condition que l'épaisseur totale n'excède pas 30 cm.
- Note 7 N'est pas visée par le cadre normatif : une excavation de moins de 50 cm ou d'une superficie de moins de 5 m<sup>2</sup> (exemple : les excavations pour prémunir les constructions du gel à l'aide de pieux vissés ou de tubes à béton (sonotubes)).
- Note 8 Ne sont pas visés par le cadre normatif :
- les coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation sans essouchement;
  - à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, l'abattage d'arbres lorsqu'aucun bâtiment n'est situé dans la bande de protection à la base d'un talus;
  - Les activités d'aménagements forestiers assujettis à la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*.

**TABLEAU 7-12** | Normes applicables aux autres usages

Chacune des interventions visées par le cadre normatif est interdite dans les parties de zone de contraintes précisées au tableau ci-dessous. Les interdictions peuvent être levées conditionnellement à la production d'une expertise géotechnique répondant aux exigences établies aux tableaux 7-13 et 7-14. Malgré la présence d'une zone R sur la cartographie, une vérification est requise et les normes des zones N, N1 et N2 peuvent s'appliquer.

Si l'intervention nécessite des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes établies à cet effet doivent être appliquées.

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sup>Sommet</sup> RA1 <sup>Base</sup>
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL ET ACCESSOIRE – USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL, PUBLIC, INSTITUTIONNEL, RÉSIDENTIEL MULTIFAMILIAL (4 LOGEMENTS ET PLUS) note 1</b>							
BÂTIMENT PRINCIPAL › Construction › Reconstruction	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
BÂTIMENT PRINCIPAL › Agrandissement › Déplacement sur le même lot BÂTIMENT ACCESSOIRE › Construction › Reconstruction › Agrandissement › Déplacement sur le même lot	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit : › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 10 mètres › Dans la bande de protection à la base du talus	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sup>Sommet</sup> RA1 <sup>Base</sup>
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL ET ACCESSOIRE – USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL, PUBLIC, INSTITUTIONNEL, RÉSIDENTIEL MULTIFAMILIAL (4 LOGEMENTS ET PLUS) note 1</b>							
BÂTIMENT PRINCIPAL ET BÂTIMENT ACCESSOIRE › Réfection des fondations	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Aucune norme
<b>BÂTIMENT PRINCIPAL ET ACCESSOIRE, OUVRAGE - USAGE AGRICOLE</b>							
BÂTIMENT PRINCIPAL ET ACCESSOIRE, OUVRAGE › Construction › Reconstruction › Agrandissement › Déplacement sur le même lot › Réfection des fondations	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans la bande de protection au sommet du talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (½) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Aucune norme
SORTIE DE RÉSEAU DE DRAINS AGRICOLES note 2 › Implantation › Réfection	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans la bande de protection au sommet du talus	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans la bande de protection au sommet de talus	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
INFRASTRUCTURE, TERRASSEMENT ET TRAVAUX DIVERS							
<p>INFRASTRUCTURE note 3 (route, rue, pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communications, chemin de fer, bassin de rétention, etc.)</p> <p>› Implantation pour des raisons autres que de santé ou de sécurité publique</p>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (<math>\frac{1}{2}</math>) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (<math>\frac{1}{2}</math>) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (<math>\frac{1}{2}</math>) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	Aucune norme
<p>INFRASTRUCTURE note 3 (route, rue, pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communications, chemin de fer, bassin de rétention, etc.)</p> <p>› Implantation pour des raisons de santé ou de sécurité publique</p> <p>› Réfection</p> <p>RACCORDEMENT D'UN RÉSEAU D'AQUEDUC OU D'ÉGOUT À UN BÂTIMENT EXISTANT</p> <p>CHEMIN D'ACCÈS PRIVÉ MENANT À UN BÂTIMENT PRINCIPAL (SAUF AGRICOLE)</p> <p>› Implantation ou réfection</p> <p>MUR DE SOUTÈNEMENT DE PLUS DE 0,5 MÈTRE</p> <p>› Implantation, démantèlement ou réfection</p>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (<math>\frac{1}{2}</math>) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (<math>\frac{1}{2}</math>) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres, mesurée à partir du sommet de talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans le talus</li> <li>› Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Dans la bande de protection au sommet du talus</li> <li>› Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (<math>\frac{1}{2}</math>) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	Aucune norme

Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sub>Sommet</sub> RA1 <sub>Base</sub>
<b>INFRASTRUCTURE, TERRASSEMENT ET TRAVAUX DIVERS - SUITE</b>							
<p>TRAVAUX DE REMBLAI note 4 (permanents ou temporaires)</p> <p>OUVRAGE DE DRAINAGE OU DE GESTION DES EAUX PLUVIALES (sortie de drain, puits percolant, jardin de pluie)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Implantation</li> <li>Agrandissement</li> </ul> <p>ENTREPOSAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Implantation</li> <li>Agrandissement</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est égale à une fois (1) la hauteur du talus, jusqu'à concurrence de 40 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans la bande de protection au sommet du talus</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans la bande de protection au sommet du talus</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans la bande de protection au sommet du talus</li> </ul>	Aucune norme
<p>TRAVAUX DE DÉBLAI OU D'EXCAVATION note 5 (permanents ou temporaires)</p> <p>PISCINE CREUSÉE note 6, BAIN À REMOUS DE 2000 LITRES ET PLUS CREUSÉ, JARDIN D'EAU, ÉTANG OU JARDIN DE BAIGNADE</p>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres</li> </ul>	Aucune norme
ABATTAGE D'ARBRES Note 7	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> </ul>	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> <li>Dans une marge de précaution au sommet du talus dont la largeur est de 5 mètres</li> </ul>	Aucune norme	Aucune norme
<b>LOTISSEMENT</b>							
<p>LOTISSEMENT DESTINÉ À RECEVOIR À L'INTÉRIEUR D'UNE ZONE DE CONTRAINTES :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>UN BÂTIMENT PRINCIPAL</li> <li>UN USAGE SENSIBLE (SAUF AGRICOLE)</li> </ul>	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	<p>Interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le talus</li> </ul>	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes



Intervention projetée	Type de zone de contraintes délimitées sur cartes faisant partie intégrante du présent règlement						
	NA1 N1 N	NA2 N2	NS1	NS2	NH	RA1 NA2	RA1 <sup>Sommet</sup> RA1 <sup>Base</sup>
<b>USAGES</b>							
USAGE SENSIBLE OU AUX FINS DE SÉCURITÉ PUBLIQUE › Ajout ou changement d'usage  USAGE RÉSIDENTIEL MULTIFAMILIAL › Ajout ou changement d'usage dans un bâtiment existant (incluant l'ajout de logements)	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Aucune norme	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes
<b>TRAVAUX DE PROTECTION</b>							
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES GLISSEMENTS DE TERRAIN › Implantation › Réfection	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Interdit dans l'ensemble de la zone de contraintes	Ne s'applique pas
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE L'ÉROSION › Implantation › Réfection	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 15 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans le talus › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est de 5 mètres	Interdit : › Dans une marge de précaution à la base du talus dont la largeur est égale à une demie fois (1/2) la hauteur du talus, au minimum 5 mètres jusqu'à concurrence de 10 mètres	Ne s'applique pas

- Note 1 Ces usages sont listés à titre indicatif. Tout usage pouvant s'y apparenter doit être assimilé à cette catégorie.
- Note 2 N'est pas visée par le cadre normatif :
- la réalisation de tranchées nécessaires à l'installation des drains agricoles;
  - l'implantation et la réfection de drains agricoles si effectuées selon la technique « Sortie de drain avec talus escarpé sans accès avec la machinerie » décrite dans la fiche technique du MAPAQ intitulée « Aménagement des sorties de drains, dernière mise à jour : juillet 2008 » (p.3, 5e paragraphe, 3e ligne et p.4, figure 5).
- Note 3 Ne sont pas visés par le cadre normatif :
- Les réseaux électriques ou de télécommunications. Toutefois, si ceux-ci nécessitent des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes établies à cet effet s'appliquent.
  - les travaux liés à l'implantation et à l'entretien du réseau d'électricité d'Hydro-Québec
- Note 4 N'est pas visé par le cadre normatif : un remblai dont l'épaisseur est de moins de 30 cm suivant le profil naturel du terrain. Un remblai peut être mis en couches successives à condition que l'épaisseur totale n'excède pas 30 cm.
- Note 5 N'est pas visée par le cadre normatif : une excavation de moins de 50 cm ou d'une superficie de moins de 5 m<sup>2</sup> (exemple : les excavations pour prémunir les constructions du gel à l'aide de pieux vissés ou de tubes à béton (sonotubes)).
- Note 6 Une piscine à des fins publiques doit aussi répondre aux normes relatives à un usage sensible.
- Note 7 Ne sont pas visés par le cadre normatif :
- les coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation sans essouchement;
  - à l'extérieur d'un périmètre d'urbanisation, l'abattage d'arbres lorsqu'aucun bâtiment n'est situé dans la bande de protection à la base d'un talus;
  - les activités d'aménagements forestiers assujetties à la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*.

**TABLEAU 7-13** | Famille d'expertise géotechnique requise selon la zone dans laquelle l'intervention est projetée

Dans le cas où l'intervention projetée est interdite (tableaux 7-11 ou 7-12), il est possible de lever l'interdiction conditionnellement à la réalisation d'une expertise géotechnique dont la conclusion répond aux critères d'acceptabilité établis aux tableaux 7-13 et 7-14.

Le tableau ci-dessous présente le type de famille d'expertise devant être réalisé selon l'intervention projetée et la zone dans laquelle elle est localisée. Les critères d'acceptabilité à respecter pour chacune des familles d'expertise sont présentés au tableau 7-14.

Intervention projetée	Zone dans laquelle l'intervention est projetée	Famille d'expertise à réaliser
BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ › Construction ou reconstruction à la suite d'un glissement de terrain	Zone NA2	2
BÂTIMENT PRINCIPAL – AUTRES USAGES (SAUF AGRICOLE) › Construction ou reconstruction	Autres zones	1
BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ › Reconstruction à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, ne nécessitant pas la réfection des fondations (même implantation) › Reconstruction à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur une nouvelle implantation rapprochant le bâtiment du talus › Agrandissement (tous les types) › Déplacement sur le même lot rapprochant le bâtiment du talus	Zone NA2 Zone RA1 – NA2	2
BÂTIMENT PRINCIPAL – AUTRES USAGES (SAUF AGRICOLE) › Agrandissement ou déplacement sur le même lot	Autres zones	1
BÂTIMENT ACCESSOIRE - AUTRES USAGES (SAUF AGRICOLE) › Construction, reconstruction, agrandissement ou déplacement		
BÂTIMENT PRINCIPAL – USAGE RÉSIDENTIEL DE FAIBLE À MOYENNE DENSITÉ › Déplacement sur le même lot en ne rapprochant pas le bâtiment du talus › Reconstruction à la suite d'une cause autre qu'un glissement de terrain, nécessitant la réfection des fondations sur la même implantation ou sur une nouvelle implantation ne rapprochant pas le bâtiment du talus	Dans la bande de protection à la base et dans le talus des zones NA1, N1, NS1, NS2 et NH	1
	Autres zones	2
INFRASTRUCTURE note 1 (route, rue, pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communications, chemin de fer, bassin de rétention, etc.) › Implantation pour des raisons autres que de santé ou de sécurité publique	Dans la bande de protection au sommet et dans le talus des zones NA1, N1, NS1, NS2 et NH	1
CHEMIN D'ACCÈS PRIVÉ MENANT À UN BÂTIMENT PRINCIPAL (SAUF AGRICOLE) › Implantation ou réfection	NA2 et RA1-NA2 Dans la bande de protection à la base des talus de toutes les zones	2

Note 1 Conformément à la LAU, les travaux de développement et d'amélioration du réseau routier provincial requièrent un avis de conformité aux objectifs du SAD ou, le cas échéant, au règlement de contrôle intérimaire. Dans ce cas, la MRC peut émettre son avis sur la foi des expertises géotechniques (avis, évaluation, rapport, recommandation, etc.) produites par le Service de la géotechnique et de la géologie du ministère des Transports (MTQ) ou réalisées par un mandataire du MTQ, lesquelles respectent les critères énoncés au présent cadre normatif.

Intervention projetée	Zone dans laquelle l'intervention est projetée	Famille d'expertise à réaliser
<p>BÂTIMENT PRINCIPAL ET ACCESSOIRE, OUVRAGE – USAGE AGRICOLE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Construction, reconstruction, agrandissement, déplacement sur le même lot ou réfection des fondations</li> </ul> <p>BÂTIMENT ACCESSOIRE – USAGE RÉSIDENTIEL DE BASSE À MOYENNE DENSITÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Construction, reconstruction, agrandissement ou déplacement sur le même lot</li> </ul> <p>RÉFECTION DES FONDATIONS D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL OU ACCESSOIRE (SAUF AGRICOLE)</p> <p>SORTIE DE RÉSEAU DE DRAINS AGRICOLES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation ou réfection</li> </ul> <p>TRAVAUX DE REMBLAI, DE DÉBLAI OU D'EXCAVATION</p> <p>PISCINE, BAIN À REMOUS OU RÉSERVOIR DE 2000 LITRES ET PLUS (hors terre, semi-creusée ou creusée), JARDIN D'EAU, ÉTANG OU JARDIN DE BAIGNADE</p> <p>ENTREPOSAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation ou agrandissement</li> </ul> <p>OUVRAGE DE DRAINAGE OU DE GESTION DES EAUX PLUVIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation ou agrandissement</li> </ul> <p>ABATTAGE D'ARBRES</p> <p>INFRASTRUCTURE (route, rue, pont, aqueduc, égout, installation de prélèvement d'eau souterraine, réservoir, éolienne, tour de communications, chemin de fer, bassin de rétention, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Réfection, implantation pour des raisons de santé ou de sécurité publique ou raccordement d'un réseau d'aqueduc ou d'égout à un bâtiment existant</li> </ul> <p>MUR DE SOUTÈNEMENT DE PLUS DE 1,5 MÈTRE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation, démantèlement ou réfection</li> </ul> <p>COMPOSANTE D'UN OUVRAGE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES</p> <p>TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE L'ÉROSION</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation ou réfection</li> </ul>	Toutes les zones	2
<p>MUR DE SOUTÈNEMENT ENTRE 0,5 MÈTRE ET 1,5 MÈTRE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation, démantèlement ou réfection</li> </ul> <p>REMISE EN ÉTAT DES LIEUX</p>	Toutes les zones	2A
<p>USAGE SENSIBLE AUX FINS DE SÉCURITÉ PUBLIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Ajout ou changement dans un bâtiment existant</li> <li>› Usage résidentiel multifamilial <ul style="list-style-type: none"> <li>– Ajout ou changement d'usage dans un bâtiment existant, incluant l'ajout de logement</li> </ul> </li> </ul>	Toutes les zones	1
<p>LOTISSEMENT DESTINÉ À RECEVOIR UN BÂTIMENT PRINCIPAL OU UN USAGE SENSIBLE</p>	Toutes les zones	3
<p>TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES GLISSEMENTS DE TERRAIN</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Implantation ou réfection</li> </ul>	Toutes les zones	4

**TABLEAU 7-14** | Critères d'acceptabilité associés aux familles d'expertise géotechniques

Le tableau ci-dessous présente les critères d'acceptabilité à respecter pour chacune des familles d'expertise afin de lever les interdictions.

Famille d'expertise				
1	2	2A	3	4
Expertise ayant notamment pour objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible d'être touchée par un glissement de terrain.	Expertise ayant pour unique objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible de diminuer la stabilité du site ou de déclencher un glissement de terrain.	Expertise ayant pour unique objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible de déclencher un glissement de terrain.	Expertise ayant pour objectif de s'assurer que le lotissement est fait de manière sécuritaire pour les futurs constructions ou usages.	Expertise ayant pour objectif de s'assurer que les travaux de protection contre les glissements de terrain sont réalisés selon les règles de l'art.
Conclusions de l'expertise				
<p>L'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› L'intervention projetée ne sera pas menacée par un glissement de terrain;</li> <li>› L'intervention projetée n'agira pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents;</li> <li>› L'intervention projetée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés.</li> </ul>	<p>L'expert doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› L'intervention projetée n'agira pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents;</li> <li>› L'intervention projetée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés.</li> </ul>	<p>L'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› L'intervention projetée n'agira pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents.</li> </ul>	<p>L'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› À la suite du lotissement, la construction de bâtiments ou l'usage projeté pourra se faire de manière sécuritaire à l'intérieur de chacun des lots concernés.</li> </ul>	<p>L'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Les travaux proposés protégeront l'intervention projetée ou le bien existant d'un glissement de terrain ou de ses débris;</li> <li>› L'ensemble des travaux n'agira pas comme facteurs déclencheurs d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents;</li> <li>› L'ensemble des travaux n'agira pas comme facteurs aggravants en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés.</li> </ul>
Recommandations				
<p>L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Si nécessaire, les travaux de protection contre les glissements de terrain à mettre en place (Si des travaux de protection contre les glissements de terrain sont proposés, ceux-ci doivent faire l'objet d'une expertise géotechnique répondant aux exigences de la famille 4);</li> <li>› Les précautions à prendre afin de ne pas déstabiliser le site.</li> </ul>				<p>L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>› Les méthodes de travail et la période d'exécution afin d'assurer la sécurité des travailleurs et de ne pas déstabiliser le site durant les travaux;</li> <li>› Les précautions à prendre afin de ne pas déstabiliser le site pendant et après les travaux;</li> <li>› Les travaux d'entretien à planifier dans le cas de mesures de protection passive;</li> </ul> <p><b>Les travaux de protection contre les glissements de terrain doivent faire l'objet d'un certificat de conformité à la suite de leur réalisation.</b></p>

Annexe 3A – Les dispositions relatives aux talus et aux bandes de protection

FIGURE 7-1 | Talus avec un plateau de moins de 15 mètres

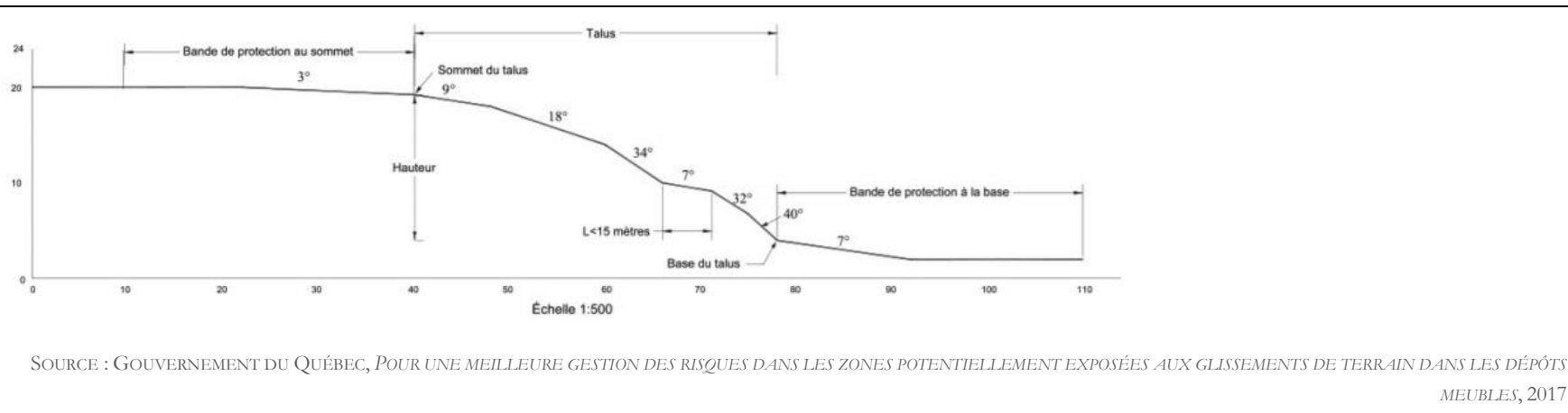
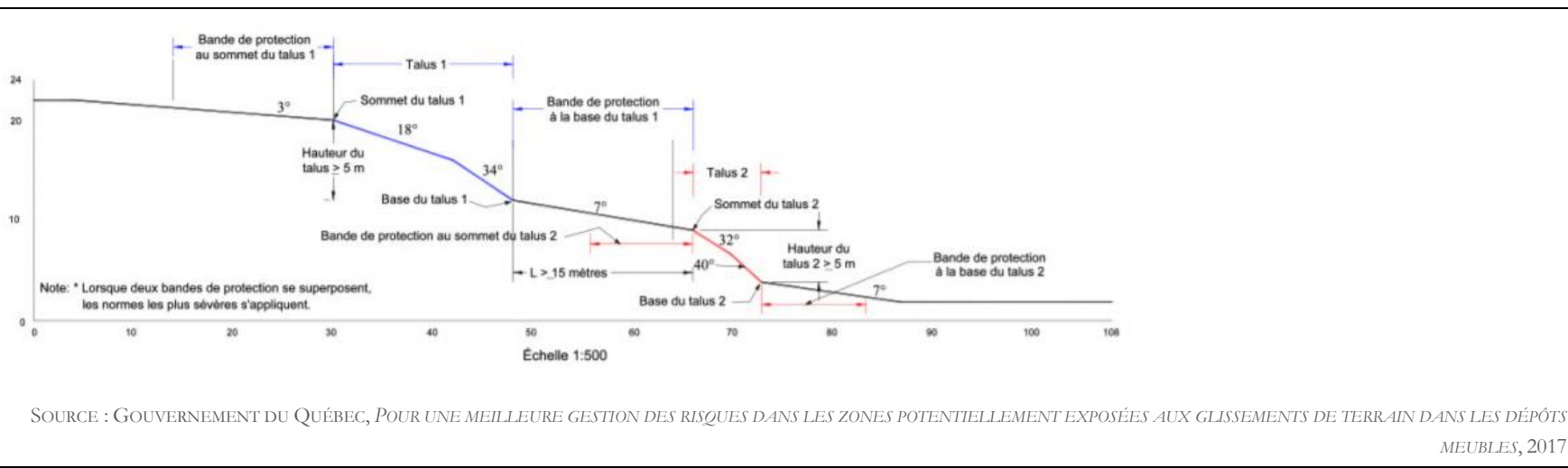


FIGURE 7-2 | Talus avec un plateau de plus de 15 mètres



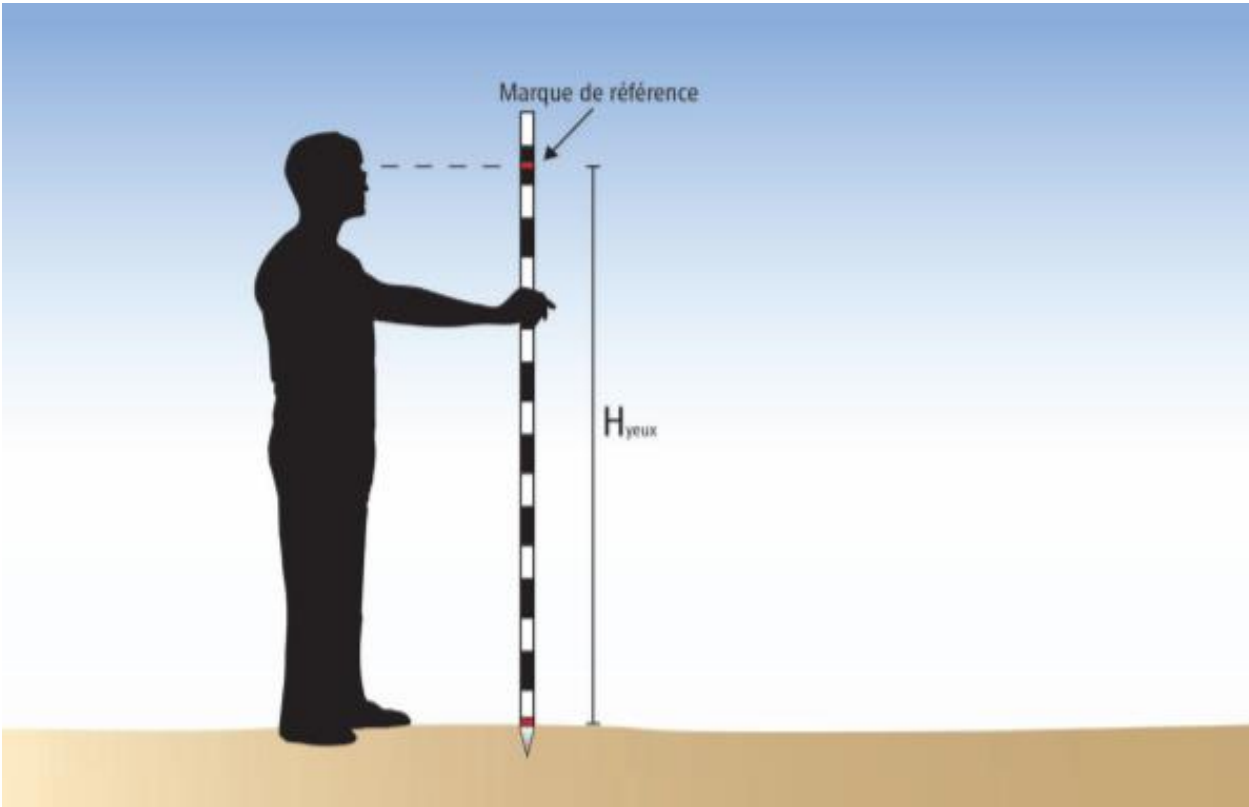
Annexe 3B – Préparation du piquet de repère

Cette annexe sert d’aide-mémoire pour déterminer le sommet et la base du talus ainsi que pour évaluer la hauteur du talus sans arpentage. Ils se veulent les plus complets possible, mais ils ne peuvent considérer tous les cas particuliers rencontrés sur le terrain. Cette méthode permet d’obtenir une estimation rapide et sécuritaire de la situation. Les outils nécessaires sont un clinomètre de poche, un ruban à mesurer et un piquet de repère. Pour certains cas complexes ou litigieux, le recours à un arpenteur peut être nécessaire.

Pour déterminer le sommet et la base du talus dans le but d’évaluer sa hauteur, il est nécessaire de suivre les étapes suivantes :

- 1° Sur une surface horizontale, préparez un piquet qui servira de référence. Pour ce faire :
  - a) Plantez le piquet dans le sol de manière qu’il demeure vertical;
  - b) Faites un trait sur le piquet à ras le sol;
  - c) En position debout, faites un deuxième trait pour obtenir une marque de référence sur le piquet à la hauteur de vos yeux.
- 2° À l’aide d’un ruban à mesurer, calculez la distance entre les deux traits qui sera appelée la hauteur  $H_{\text{yeux}}$ ;
- 3° Si vous n’utilisez pas un piquet déjà gradué (ex. : un jalon d’arpentage), graduez votre piquet aux dix centimètres entre le trait au sol et celui indiquant la hauteur de vos yeux.

FIGURE 7-3 | Préparation du piquet de repère



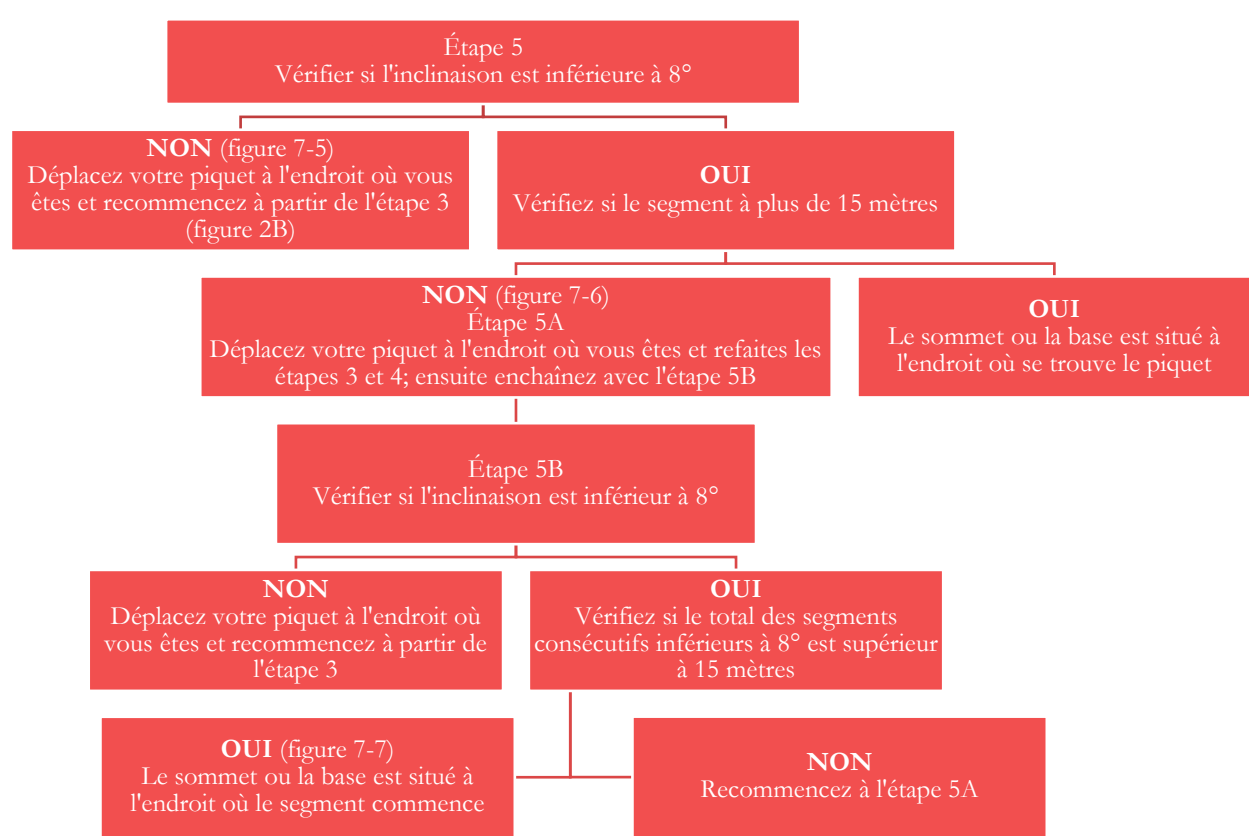
SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RISQUES DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES, 2017

Annexe 3C – Détermination du sommet et de la base d’un talus

Le sommet et la base du talus sont déterminés par un segment de pente dont l’inclinaison est inférieure à 8° (14 %) sur une distance horizontale supérieure à 15 mètres. Si les limites du talus n’ont pas été déterminées par arpentage, suivez les étapes suivantes :

- 1° Sur le terrain, placez-vous à l’endroit où l’intervention est prévue;
- 2° Installez le piquet où il y a un changement de pente franc (visible à l’œil) (figure 7-3);
- 3° À partir de cette étape, en vous servant du clinomètre, éloignez-vous du talus jusqu’au prochain changement de pente;
- 4° Mesurez l’inclinaison de la pente avec le clinomètre en visant la marque de référence ( $H_{\text{yeux}}$ ) sur le piquet;
- 5° Suivez les étapes de l’organigramme présenté à la figure 7-4.

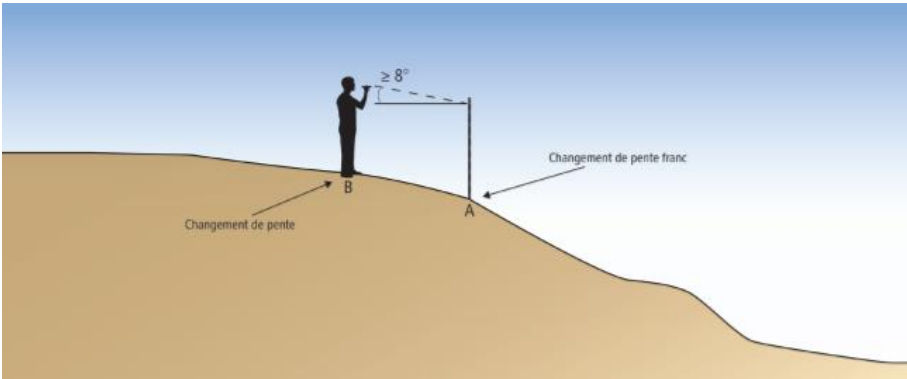
FIGURE 7-4 | Organigramme



SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RISQUES DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES*, 2017

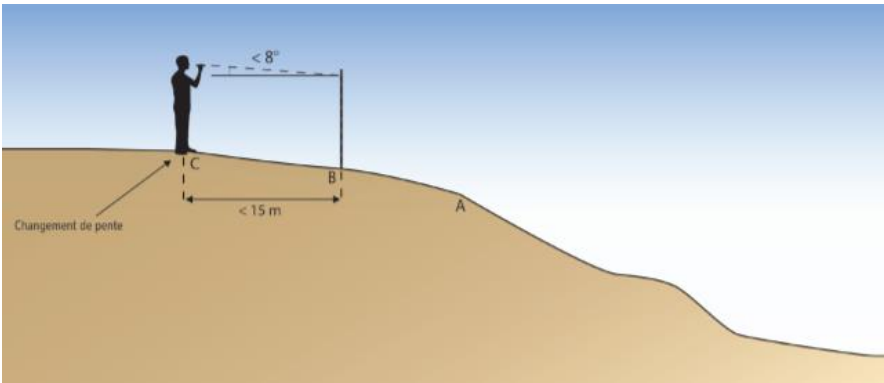


FIGURE 7-5 | Segment AB ( $\geq 8^\circ$ )



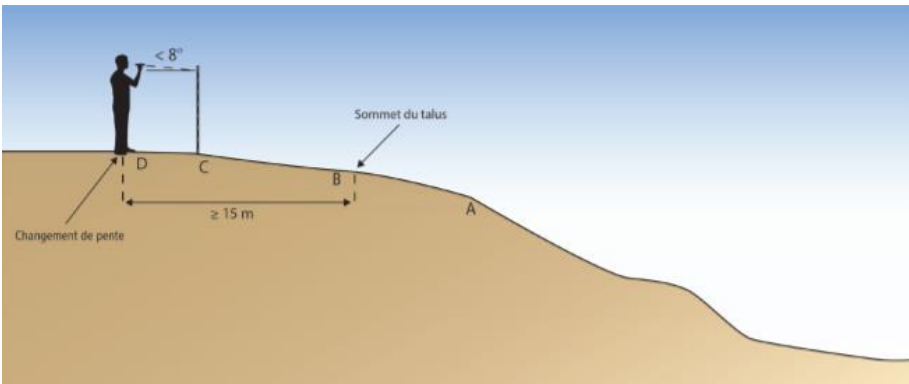
SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RISQUES DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES*, 2017

FIGURE 7-6 | Segment BC ( $< 8^\circ$ , mais  $< 15$  mètres)



SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RISQUES DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES*, 2017

FIGURE 7-7 | Segment CD ( $< 8^\circ$ ) et segment BD ( $\geq 15$  mètres)



SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RISQUES DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES*, 2017

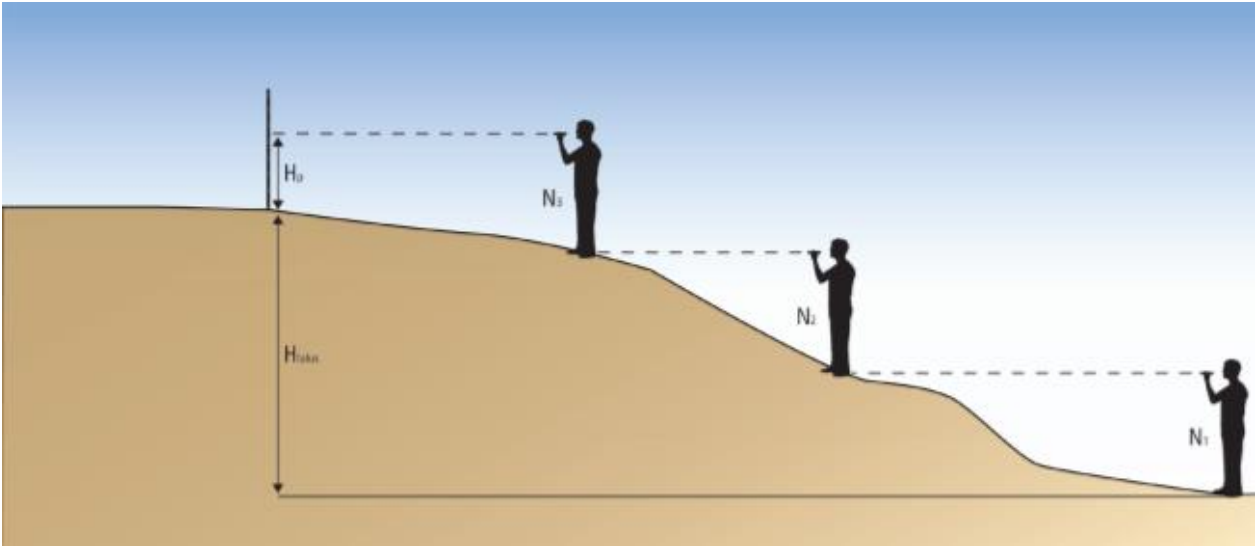
Annexe 3D – Détermination de la hauteur d'un talus

Si la hauteur du talus n'a pas été déterminée par arpentage, suivez les étapes suivantes :

- 1° Si les limites du talus n'ont pas été déterminées, suivez la méthode décrite aux figures de l'annexe 3C;
- 2° Placez le piquet gradué au sommet du talus;
- 3° À partir de la base du talus et à l'aide d'un clinomètre, visez à l'horizontale (0°) vers la pente (figure 7-8). Localisez un repère visuel (branche, cailloux, etc.);
- 4° Déplacez-vous jusqu'au repère choisi. Ce déplacement représente 1 fois (n<sub>1</sub>) la hauteur H<sub>yeux</sub>;
- 5° Fixez de nouveau un repère visuel à 0° dans la pente à l'aide d'un clinomètre;
- 6° De la même façon qu'à l'étape 4, déplacez-vous jusqu'au second repère. Le déplacement total représente maintenant 2 fois (n<sub>2</sub>) la hauteur H<sub>yeux</sub>;
- 7° Continuez ainsi jusqu'au sommet. Il se peut que vous n'ayez pas une hauteur complète pour le dernier segment. Dans ce cas, reportez-vous à l'étape 8;
- 8° Faites une dernière visée horizontale (0°) sur le piquet gradué;
- 9° Notez le nombre de hauteurs effectuées (N=n<sub>1</sub>+n<sub>2</sub>+n<sub>3</sub>), même celle incomplète;
- 10° Notez la mesure lue sur le piquet gradué. Ce sera « H<sub>p</sub> »;
- 11° Pour obtenir la hauteur du talus, additionnez le nombre de hauteur (N) et multipliez-le par la mesure H<sub>yeux</sub> mesurée à l'annexe B, puis soustrayez-en la mesure H<sub>p</sub> à l'étape 10.

FIGURE 7-8| Détermination de la hauteur d'un talus

$H_{\text{talus}} = (H_{\text{yeux}} \times N) - H_p$



SOURCE : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RISQUES DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES, 2017

Annexe 5 – Zones ou secteurs à contraintes de décrochement des parois rocheuses

Légende

- Bâtiment
- Limite de propriété
- Limite de la paroi rocheuse
- 🟡 Zone affectée par des décrochements des parois rocheuses
- 🟢 Zone pouvant hypothétiquement être affectée par des décrochements des parois rocheuses



Légende

- Bâtiment
- Limite de propriété
- Limite de la paroi rocheuse
- 👉 Zone affectée par des décrochements des parois rocheuses
- 👈 Zone pouvant hypothétiquement être affectée par des décrochements des parois rocheuses











## Annexe 6 – Paramètres de distances séparatrices (activités agricoles)

### *Nombre d'unités animales (Paramètre A)*

Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale, les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu.

Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale.

Lorsqu'un poids est indiqué dans la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

Pour toute autre espèce d'animaux, un poids de 500 kg à la fin de la période d'élevage équivaut à une unité animale.

**TABLEAU 7-15** | Nombre d'unités animales (paramètre A)

Groupe ou catégorie d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Vache, taureau, cheval	1
Veau d'un poids de 225 à 500 kilogrammes chacun	2
Veaux d'un poids inférieur à 225 kilogrammes chacun	5
Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogrammes chacun	5
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes chacun	25
Truies et les porcelets non sevrés dans l'année	4
Poules ou coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Cailles	1500
Faisans	300
Dindes à griller de 5 à 5,5 kilogrammes	100
Dindes à griller de 8,5 à 10 kilogrammes	75
Dindes à griller de plus de 13 kilogrammes	50
Visons femelles (excluant les mâles et les petits)	100
Renards femelles (excluant les mâles et les petits)	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et chevreaux de l'année	6
Lapins femelles (excluant les mâles et les petits)	40











***Coefficient d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (Paramètre C)***

Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre  $C = 0,8$ . Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

**TABLEAU 7-17** | Coefficient d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (Paramètre C)

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovins de boucherie	
dans un bâtiment fermé	0,7
sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons	
dans un bâtiment fermé	0,7
sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules	
poules pondeuses en cage	0,8
poules pour la reproduction	0,8
poules à griller ou gros poulets	0,7
poulettes	0,7
Renards	1,1
Veaux lourds	
Veaux de lait	1,0
Veaux de grains	0,8
Visons	1,1



*Type de fumier (Paramètre D)*

**TABLERAU 7-18** | Type de fumier (Paramètre D)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide	
Bovins laitiers et de boucherie, chevaux, moutons et chèvres	0,6
Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
Bovins laitiers et de boucherie	0,8
Autres groupes ou catégories d'animaux	1,0

**Type de projet (Paramètre E)**

Nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales

**TABLEAU 7-19 | Type de projet (Paramètre E)**

Augmentation jusqu'à ... (u.a.) <sup>8</sup>	Paramètre E
10 ou moins	0,50
11-20	0,51
21-30	0,52
31-40	0,53
41-50	0,54
51-60	0,55
61-70	0,56
71-80	0,57
81-90	0,58
91-100	0,59
101-105	0,60
106-110	0,61
111-115	0,62
116-120	0,63
121-125	0,64
126-130	0,65
131-135	0,66
136-140	0,67
141-145	0,68
146-150	0,69
151-155	0,70
156-160	0,71
161-165	0,72
166-170	0,73
171-175	0,74
176-180	0,75
181-185	0,76
186-190	0,77
191-195	0,78
196-200	0,79
201-205	0,80
206-210	0,81
211-215	0,82
216-220	0,83
221-225	0,84
226 et plus ou nouveau projet	1,00

<sup>8</sup> À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus, ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E = 1.

**Facteur d'atténuation (Paramètre F)**

$$F = F_1 \times F_2 \times F_3$$

**TABLEAU 7-20** | Facteur d'atténuation (Paramètre F)

Technologie	Paramètre F
<b>Toiture sur lieu d'entreposage</b>	<b>F<sub>1</sub></b>
absente	1,0
rigide permanente	0,7
temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	0,9
<b>Ventilation</b>	<b>F<sub>2</sub></b>
naturelle et forcée avec multiples sorties d'air	1,0
forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit	0,9
forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	0,8
<b>Autres technologies</b>	<b>F<sub>3</sub><sup>9</sup></b>
les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée	Facteur à déterminer lors de l'accréditation

<sup>9</sup> En absence d'autres technologies, la valeur F<sub>3</sub> est fixée à 1.

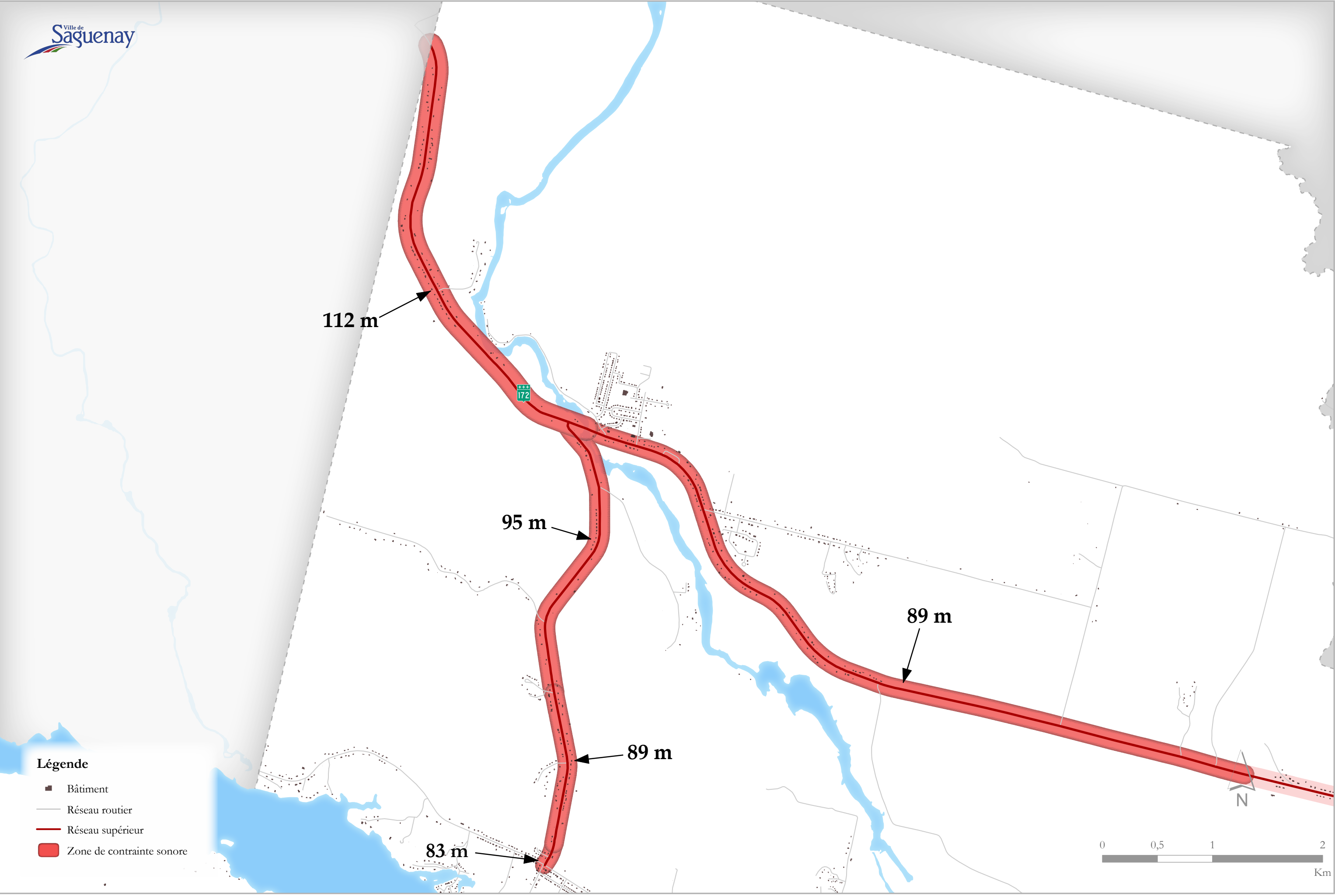
***Facteur d'usage (Paramètre G)***

Une distance minimale de 10,0 mètres doit être maintenue entre une installation d'élevage et une ligne de lot délimitant une autre propriété.

**TABLEAU 7-21 | Facteur d'usage (Paramètre G)**

Usage considéré	Paramètre G
Immeuble protégé	1,0
Maison d'habitation	0,5
Périmètre d'urbanisation	1,5

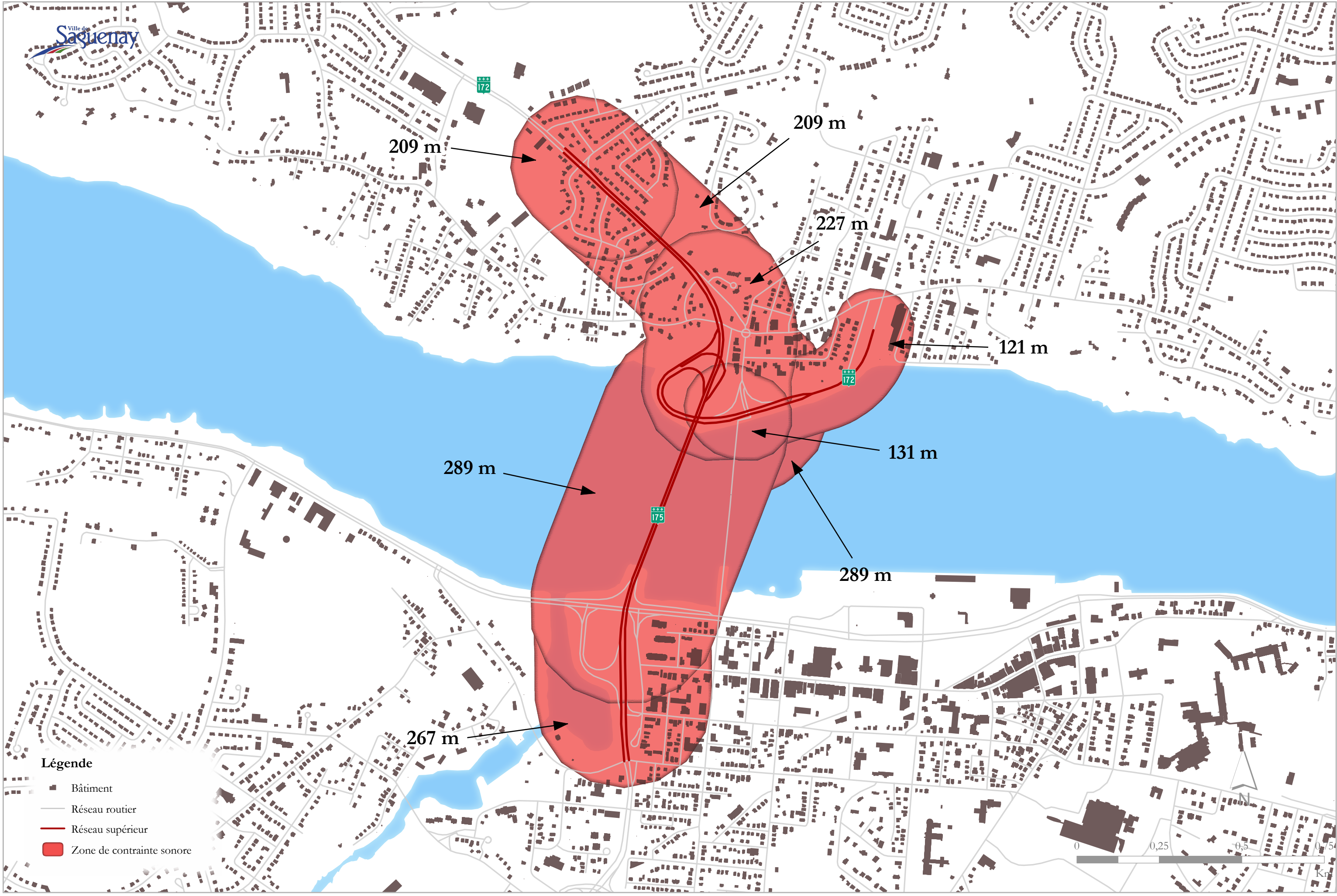
## Annexe 7 – Zones affectées par le bruit sur le réseau routier supérieur

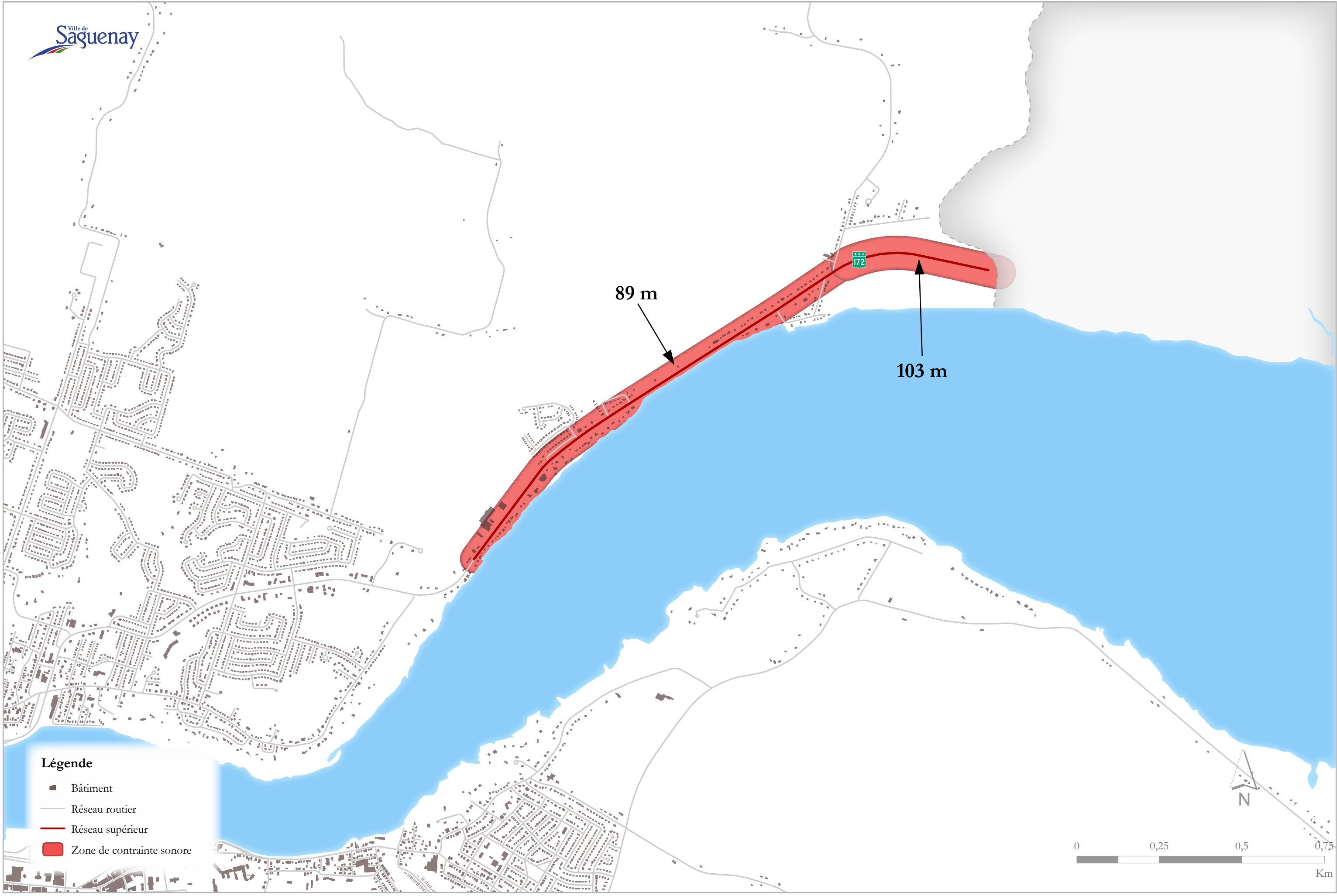


- Légende**
- Bâtiment
  - Réseau routier
  - Réseau supérieur
  - Zone de contrainte sonore



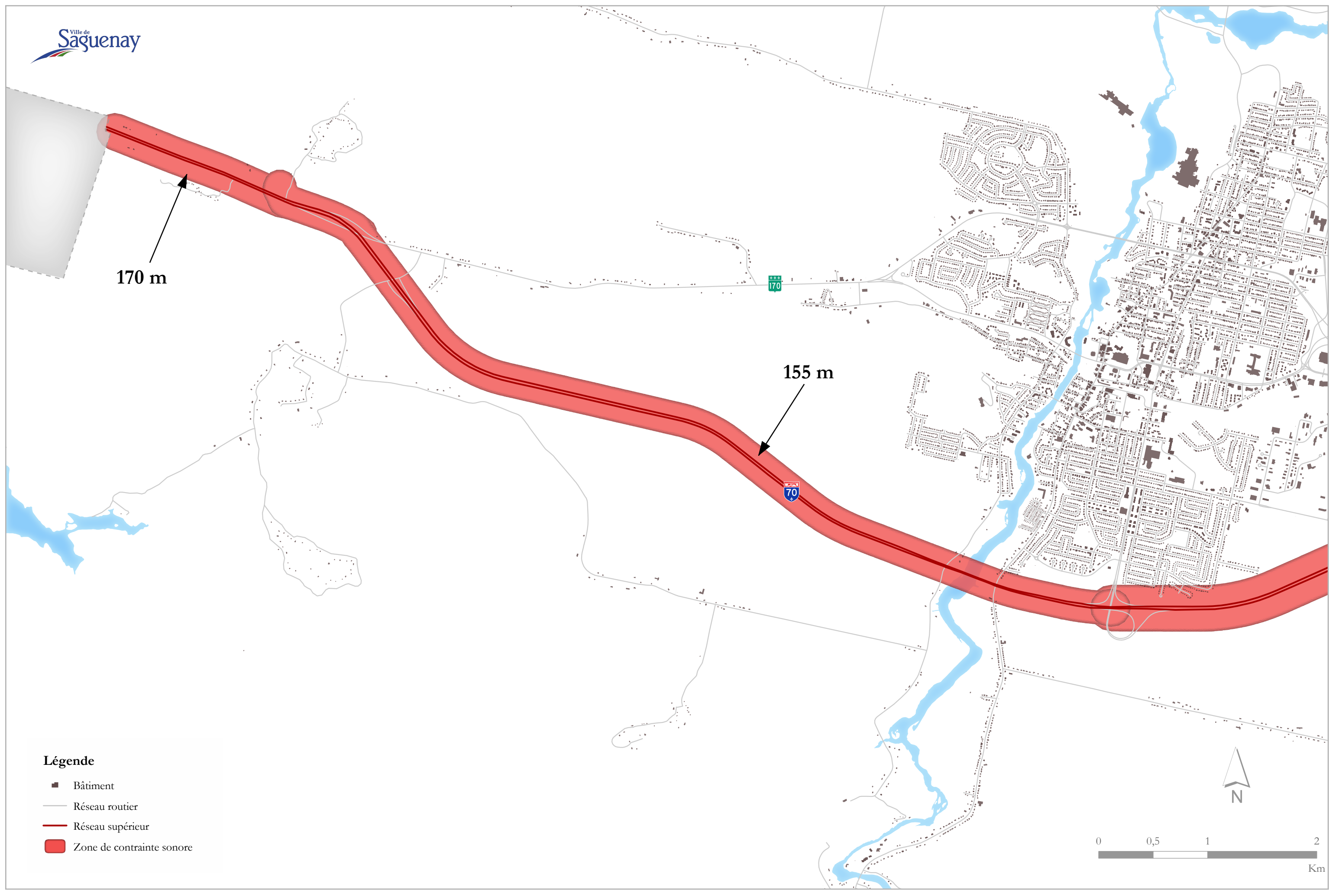
















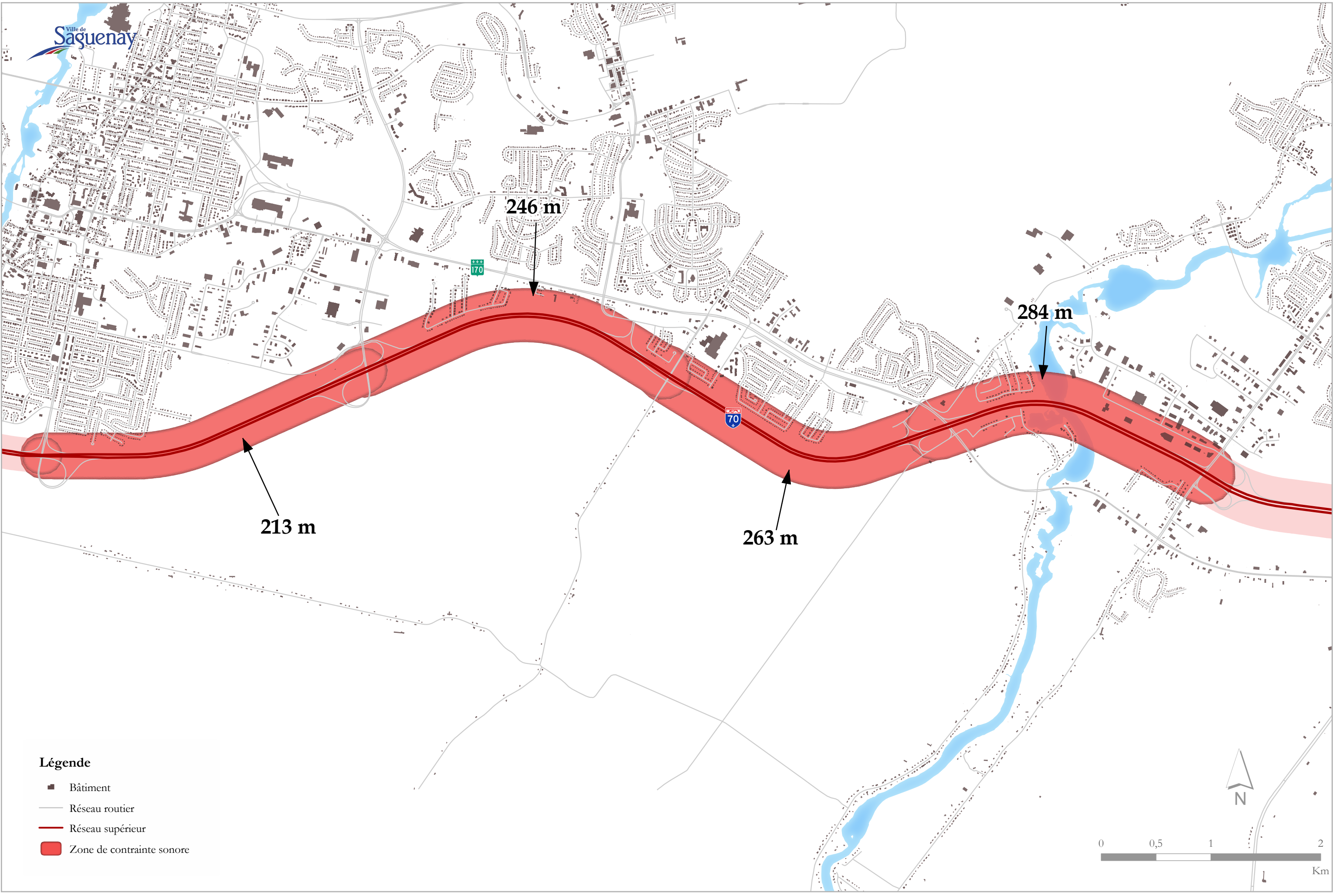
**Légende**

-  Bâtiment
-  Réseau routier
-  Réseau supérieur
-  Zone de contrainte sonore

0 0,5 1 2  
Km

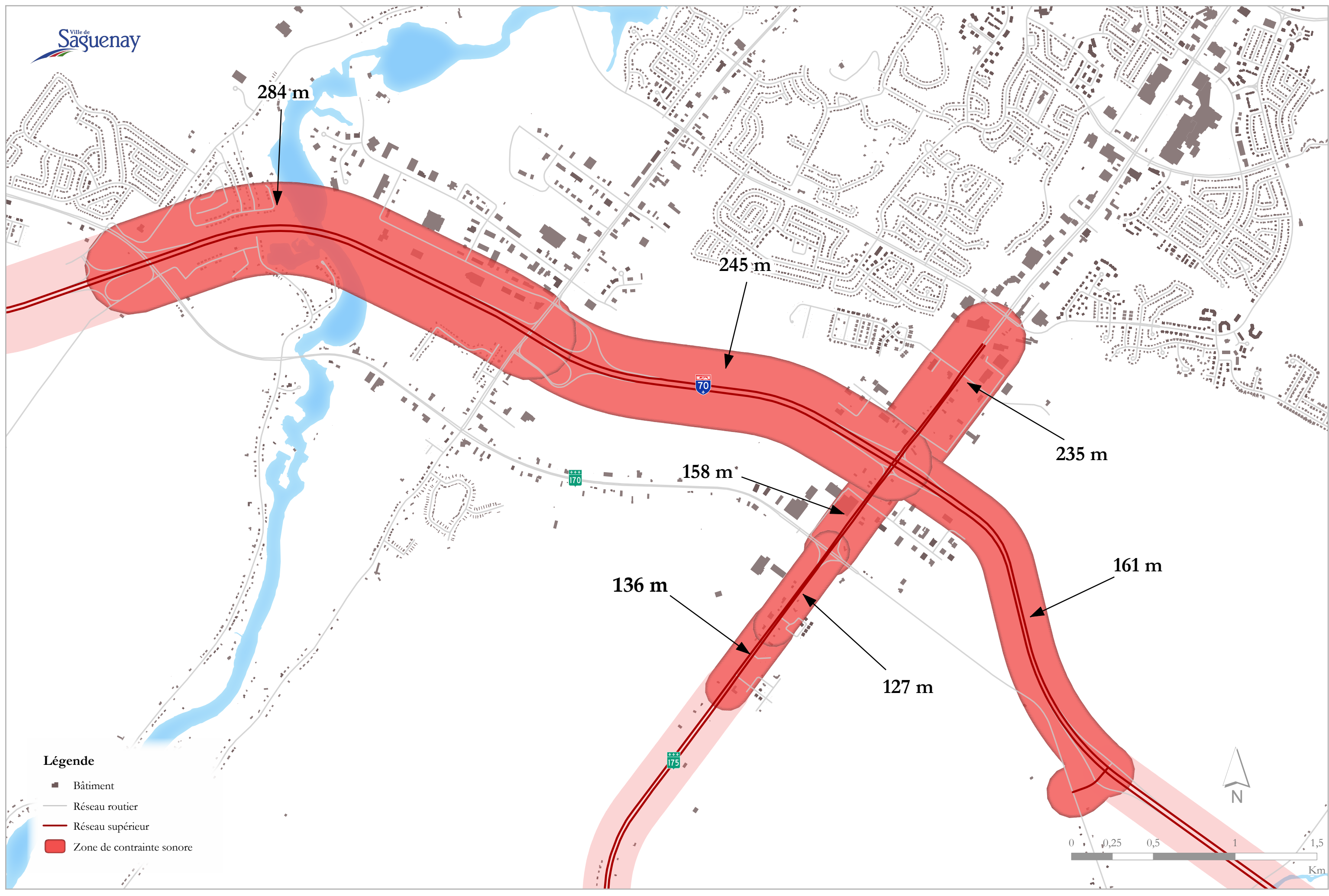
N



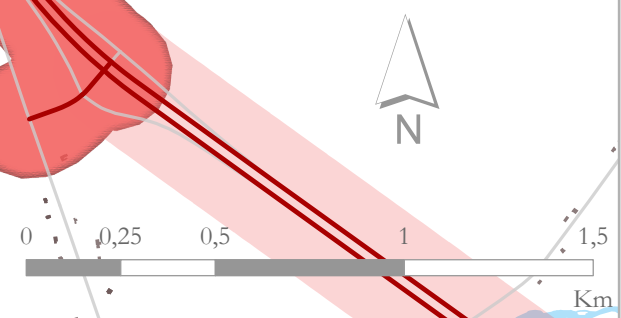


Légende

- Bâtiment
- Réseau routier
- Réseau supérieur
- Zone de contrainte sonore



- Légende**
- Bâtiment
  - Réseau routier
  - Réseau supérieur
  - Zone de contrainte sonore



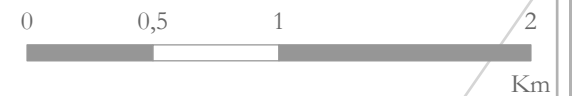


Légende

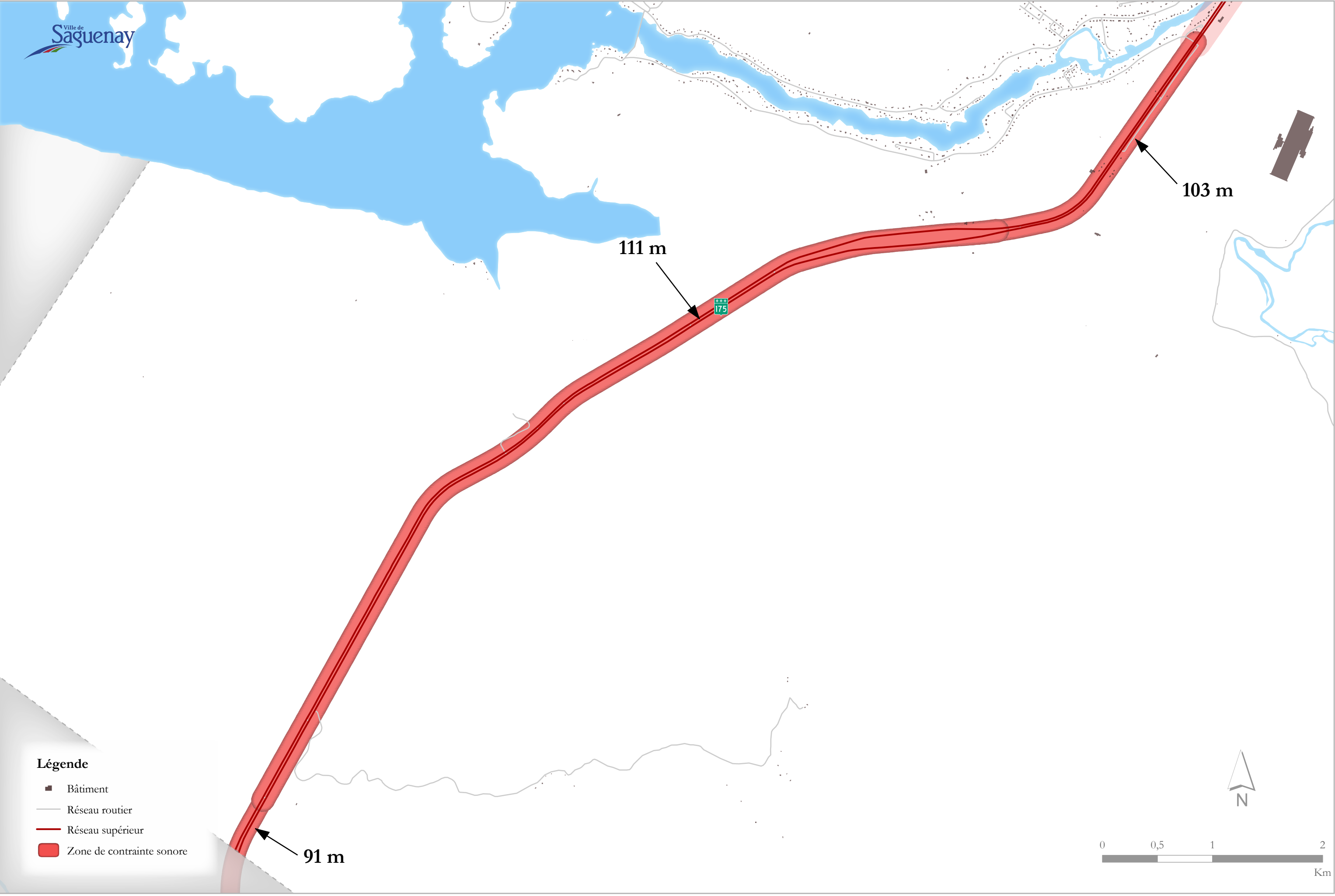
- Bâtiment
- Réseau routier
- Réseau supérieur
- Zone de contrainte sonore

146 m

146 m







- Légende**
- Bâtiment
  - Réseau routier
  - Réseau supérieur
  - Zone de contrainte sonore

